



L 15290 - 2514 - F: 1,20 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2514
7 octobre 2016
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

Le journal
d'Arlette Laguiller

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Alstom, Smart, PSA...

Les travailleurs créent les richesses, le capital les détruit



Amiante

**Vingt ans après
le scandale
continue**

Page 12

Pologne

**Femmes en
lutte pour
leurs droits**

Page 8

Nathalie Arthaud

**« Exprimons
nos intérêts
de classe »**

Page 4

Mondial de l'auto : les profits vont bien, avec la peau des salariés

Le Mondial de l'auto se tient ces jours-ci, et les constructeurs ont droit à de la publicité gratuite de la part des médias. On saura tout sur les bienfaits de la voiture électrique et sur l'avenir radieux de la voiture autonome, voire de la voiture volante.

Les grands constructeurs répètent en chœur que ça va mieux. On veut bien les croire. Les ventes augmentent et de nombreuses entreprises s'attendent à battre des records.

Il y a quatre ans, une entreprise comme PSA Peugeot-Citroën se disait au bord de la faillite. Ses dirigeants expliquaient alors, le visage grave, qu'il leur fallait fermer l'usine d'Aulnay-sous-Bois. Le ministre Montebourg avait estimé cette fermeture « inévitable », dans le département le plus pauvre de France. Et pendant que 3000 salariés étaient ainsi poussés dehors, Montebourg avait prêté 7 milliards d'euros à PSA, avec l'argent du contribuable. Aujourd'hui, PSA se vante de bénéfices énormes, 1,2 milliard au premier semestre de 2016: les actionnaires toucheront le gros lot.

Toutes les entreprises automobiles annoncent des bénéfices en hausse. Il n'est qu'à voir les revenus mirobolants de leurs PDG. Chez PSA, Carlos Tavares a gagné 5,24 millions d'euros en 2015. Carlos Ghosn, chez Renault-Nissan, cumule 16,5 millions, soit 45000 euros par jour, samedis, dimanches et fêtes compris. Et encore les PDG ne sont-ils que les serviteurs des capitalistes, grassement payés pour la guerre qu'ils mènent aux salariés. Les actionnaires ont touché des dividendes record pour 2015, et 2016 promet d'être encore plus faste.

En quoi les salariés profitent-ils de cette santé insolente ? En rien. Beaucoup ont perdu leur emploi. Leur salaire n'augmente pas. Tous subissent une charge de travail accrue au quotidien.

Ainsi, chez PSA, la direction a mis au point une « garantie journalière de production » : la moindre panne sur les chaînes de montage se solde par un rattrapage. Une panne de 10 minutes, c'est une pause repas réduite d'autant ; une panne d'une demi-heure, c'est une journée de travail prolongée. Quant aux cadences sur les chaînes, elles ont encore augmenté. Le prix à payer ? Plus de fatigue aujourd'hui, plus de troubles musculo-squelettiques et de handicaps

demain. Pour PSA, les dividendes des actionnaires valent bien cela.

En accroissant ainsi la productivité de ses salariés, PSA a supprimé 17000 emplois en quatre ans, tout en augmentant sa production ! Mais ce n'est qu'un exemple. Toutes les entreprises automobiles réduisent leur masse salariale. Et toutes maintiennent ou augmentent leur production, non pas en investissant, mais en rognant sur les pauses et en accélérant les cadences. Autrement dit, en augmentant l'exploitation. Dans une usine de Maubeuge, filiale de Renault, le directeur se vantait récemment qu'un ouvrier produisait 100 voitures par an, contre 60 en moyenne dans les autres usines. À l'usine Smart de Hambach, en Moselle, les salariés travaillent désormais 39 heures payées 37 : ce vol de salaire a été imposé par un scandaleux chantage à la fermeture de l'usine. Partout, les entreprises ont multiplié le recours aux intérimaires. À Renault-Flins, ils sont 2100 ; à Renault-Cléon, 1600 ; à Renault-Sandouville, ils représentent 60% de l'effectif ! Et les politiciens verseront ensuite des larmes de crocodile sur l'augmentation de la précarité !

Les gouvernements ont chouchouté les constructeurs. Les autorités sont peu regardantes sur les normes de pollution diesel, qui ne sont respectées par aucune entreprise. Et le gouvernement PS a été particulièrement généreux, comme avec le crédit impôt compétitivité emploi (CICE), qui a largement bénéficié à ces multinationales.

Quant aux profits dégagés par l'industrie automobile, comme par les autres secteurs, ils ne profitent pas à la société. Ils ne permettront pas de bâtir des hôpitaux ou de nouvelles écoles, ni d'améliorer les transports publics, ni d'augmenter les pensions de retraite. Ils alimentent le parasitisme des actionnaires. Et ils s'ajoutent aux quantités colossales d'argent qui affluent vers la finance, favorisant la spéculation.

La presse parle aujourd'hui à nouveau du risque d'un krach financier. Huit ans après celui de 2008, un tel effondrement n'est pas exclu, menaçant en retour toute l'économie, les emplois, les salaires et les pensions. L'industrie automobile incarne ainsi la folie du capitalisme : Un système fondé sur l'exploitation féroce de ses salariés et qui transforme la création de richesses en une menace géante de destruction pour toute l'humanité.

Au sommaire

NOTRE CAMPAGNE

Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier au Cirque d'hiver 4

LEUR SOCIÉTÉ

Le "roman national", une prison pour les travailleurs 5

Grévistes de 1948 : le PS tire d'abord et réhabilite bien après 5

Hayange : le FN expulse le Secours populaire 5

CICE : bon pour les marges, nul pour l'emploi 6

Régions, des poches des pauvres à celles du patronat 6

Congrès HLM 6

Logements étudiants 6

Pensions peau de chagrin pour les retraités 7

Plan d'aide aux céréaliers et aux banques 7

Enseignement : "touche pas à ma ZEP" 7

Adama Traoré, le combat pour la vérité continue 10

Contrôle au "faciès" 10

Bidonville évacué à Metz 10

DANS LE MONDE

Pologne : femmes en lutte pour le droit à l'avortement 8

Hongrie : Orban et sa démagogie xénophobe 8

Israël : Shimon Péres, le faux homme de paix 9

Argentine : Macri à l'offensive contre les classes populaires 9

République démocratique du Congo : dictature et ravages de l'impérialisme 16

Prisons, une situation honteuse 16

Antilles-Guyane : Cazeneuve vient faire illusion 16

ENTREPRISES

Sanofi - Pasteur : fausse démocratie, vrai chantage 11

Babou - Bagnolet : non au licenciement ! 11

Bigard - Ailly-sur-Somme : non à la fermeture ! 11

Chantier du bâtiment : grévistes condamnés et expulsés 11

Amiante : le CHRU de Besançon accusé 12

Aisne, la longue bataille des victimes 12

RATP, les risques toujours présents 12

Philips : non aux licenciements ! 12

Alstom Belfort : rester mobilisés 13

Smart-Daimler : retour aux 39 heures 13

Franciflex : une grève pour les salaires et des embauches 13

La Côtière : ensemble contre les licenciements 14

Sage - Saint-Ouen : non aux licenciements 14

Groupe Continental : un rassemblement pour célébrer la lutte 14

Centre de tri - Angers : une mobilisation réussie 15

La Poste - Rennes : non à la fermeture des bureaux ! 15

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Primaires : une parodie de démocratie

« Paye-toi Sarko pour deux euros ! », a déclaré un député Les Républicains à propos du sondage Ifop pronostiquant que 10 à 15 % d'électeurs de gauche comptaient participer à la primaire de la droite du 27 novembre, afin de fausser les résultats en votant pour un candidat qui soit « tout sauf Sarkozy ».

Pour cela, ces électeurs seraient prêts à payer une somme qui, bien que minime, n'en est pas moins symboliquement un soutien au vainqueur de ce scrutin. Ils s'arrangeraient aussi par avance avec leur conscience en se déclarant eux aussi républicains, ce qui leur permettrait de signer en toute honnêteté le fait qu'ils partagent « les valeurs républicaines de la droite et du centre ».

Ce sondage montre sans doute que Sarkozy est tellement vomé pour son arrogance, sa politique antiouvrière et ses idées, qu'une Le Pen ne désavouerait pas,

qu'il suscite une réaction de rejet. Mais il montre aussi que Hollande et sa clique sont tout autant discrédités auprès de nombreux électeurs de gauche, qui n'envisagent même pas la possibilité qu'un candidat socialiste puisse être présent au second tour de l'élection présidentielle.

Alors, avant même les primaires de la droite, le choix de ces déçus de la gauche semble se porter sur le « moins pire » d'entre les concurrents, en l'occurrence Juppé, dont le programme leur paraît le plus proche de celui de Hollande – ce qui n'est pas difficile

tant il est ardu de voir des différences entre leurs programmes. Et beaucoup se préparent sans doute à refaire le geste de 2002, qui avait consisté à voter Chirac sous prétexte de faire ainsi barrage à l'extrême droite. Le Parti socialiste et le Parti communiste affirmaient alors que, plus les votes des électeurs de gauche en faveur de Chirac seraient nombreux, plus ce dernier serait obligé d'en tenir compte et d'infléchir sa politique dans un sens social. On connaît les résultats, sur le plan social, de la présidence de Chirac, suivie par celle de Sarkozy : une dégradation générale, l'augmentation du chômage, les attaques antiouvrières, que le gouvernement socialiste de Hollande a poursuivies !

Tant à gauche qu'à droite ou chez les écologistes, les primaires sont présentées comme un exemple

de démocratie, puisque le peuple pourrait décider quel candidat de son parti, mais aussi du parti concurrent, il estime le plus apte à le représenter. Mais tout ce cirque fait autour de quelques figures du monde politique souligne surtout à quelle impasse conduit un système électoral dans lequel la crainte de voir arriver certains candidats en tête fait que des électeurs se résignent, avant même le véritable scrutin, à mettre leur opinion dans leur poche pour soutenir un politicien semblant faire moins mauvaise figure que son concurrent.

L'alternance droite-gauche n'a pas amélioré les conditions de vie et de travail des salariés, bien au contraire, puisque chaque président élu a ajouté une couche de mesures antiouvrières à celles prises par son prédécesseur. Et plus

le temps passe, plus augmente aussi l'arrogance des hommes au pouvoir et leur mépris envers ceux qui ne vivent que de leur travail.

Alors, il n'y a pas lieu pour les travailleurs conscients de se prêter à la mascarade des primaires. Il faut que le monde du travail sache clamer haut et fort son refus de se faire bernier par des politiciens qui n'affichent pas la moindre préoccupation sociale.

Ce n'est pas un bulletin de vote qui changera le sort des travailleurs, puisque le candidat qui sortira des urnes sera de toute façon dans le camp du grand patronat. Le bulletin de vote peut juste servir à exprimer son opinion, à savoir le rejet de tous ces politiciens serviles, et tel est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud.

Marianne Lamiral

Budget 2017 : aux petits soins pour le patronat

Le gouvernement a présenté le 28 septembre son projet de budget pour 2017. Il confirme plusieurs mesures annoncées ces derniers mois.

Aux entreprises, le gouvernement promet au total 40 milliards d'euros en 2017 dans le cadre du pacte de responsabilité. Cela inclut cinq milliards d'euros nouvellement annoncés pour la hausse du taux du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (IS), pour certaines PME.

Parallèlement, le gouvernement prolonge le dispositif Pinel, qui permet, à ceux qui ont les moyens d'investir dans un logement pour le mettre en location, d'économiser jusqu'à 6 000 euros d'impôt par an. Les bénéficiaires de cette mesure ne sont pas

les plus à plaindre.

En revanche, pour les classes populaires, le gouvernement n'offre que des discours. Il annonce une baisse allant jusqu'à 20 % de l'impôt sur le revenu de ceux qui gagnent assez pour le payer mais moins de 1 700 euros par mois environ. Un milliard d'euros à partager entre sept millions de foyers, cela représente une moyenne de 130 euros.

Hollande et Valls prétendent continuer à compenser les hausses de prélèvements datant de 2012 à 2015. En réalité, elles sont plus que compensées pour les entreprises et les possédants, mais sont loin de

l'être pour les travailleurs : aux uns des cadeaux, aux autres des mensonges !

Ils mettent aussi en avant une prétendue hausse du nombre de postes dans la fonction publique, notamment dans l'Éducation nationale, où on sait pourtant qu'on est très loin du compte. L'autre domaine qui en profiterait est la sécurité, démagogie électorale oblige. Mais si on exclut les recrutements au titre des plans de lutte contre le terrorisme, les effectifs de l'État auront diminué de 5 230 postes pendant le quinquennat de Hollande.

Ce projet de budget est dans la continuité de la politique qu'il a menée après Sarkozy : prendre aux classes populaires, directement ou en détruisant

les services qui leur sont utiles, les milliards avec lesquels l'État arrose une classe capitaliste d'autant plus parasitaire que son système est en panne. Les

quelques effets d'annonce de ce budget « de campagne » en direction des travailleurs ne suffiront pas à leur faire oublier.

Nicolas Carl



AGENDA Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lille

Samedi 8 octobre
Espace Concorde
à Villeneuve-d'Ascq
Allocution
de Nathalie Arthaud à 19 h

Rennes

Samedi 8 octobre
Carrefour 18,
7, rue d'Espagne,
métro Henri-Fréville

Grenoble

Samedi 15 octobre
à partir de 15 h
Salle des fêtes d'Échirolles
Allocution
de Nathalie Arthaud à 18 h 30

Orléans

Samedi 15 octobre
à partir de 14 h 30
Salle des Bicharderies
ZA des Bicharderies
à Fleury-les-Aubrais

Besançon

Samedi 15 octobre
à partir de 15 h Salle de la Malcombe

Le Mans

Samedi 15 octobre
à partir de 17 h Salle Pierre-Guédou,
rue du Pont

Île de La Réunion

Samedi 15 octobre
Meeting à 18 h, puis fête
Salle Candin à Saint-Denis



Nathalie Arthaud : exprimer nos intérêts de classe

Le 30 septembre, plus de 1 700 personnes sont venues au Cirque d'hiver, à Paris, écouter la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud. Son premier meeting de campagne présidé par Arlette Laguiller et qui a débuté par une intervention de Jean-Pierre Mercier, a été enthousiaste dans cette salle archi-comble. Voici quelques extraits de l'intervention de Nathalie Arthaud.

« (...) On le sait d'avance, les jeux sont faits : celui qui sortira des urnes en 2017 sera un ennemi des travailleurs. Choisir parmi Sarkozy, Juppé, Hollande, Le Pen, c'est choisir celui qui nous attaquera à partir de mai 2017. C'est accepter par avance d'être trompés et sacrifiés. C'est une duperie.

Tous aspirent à gouverner pour le compte de la bourgeoisie. Tous raisonnent du point de vue des intérêts patronaux.

(...) Nous en avons fait l'expérience avec la droite, avec la gauche. Nous n'avons pas fait cette expérience avec le FN. Alors certains autour de nous se disent : « Finalement, il n'y a que Le Pen qu'on n'a pas essayée. »

Mais Le Pen, c'est Hollande et Sarkozy, en pire. C'est du faux neuf. Le Front national n'a pas le passif de la gauche et de la droite au gouvernement, mais il a un passé politique. Le FN, c'est la France de Vichy et de l'Algérie française avec une grosse couche de maquillage !

Le Pen père fut élu député en 1956 ; à l'époque, il était parachutiste tortionnaire en Algérie. Il est aujourd'hui mis de côté mais, au cœur du FN, il y a toujours les mêmes idées : l'anticommunisme, l'hostilité aux syndicats, aux grèves, aux travailleurs qui se battent.

Pour dénoncer les migrants, les pauvres parmi les pauvres, Marine Le Pen n'a pas de mots assez durs. Mais quand il y a une lutte contre les vrais privilégiés, contre les riches dont elle fait partie, elle est de l'autre côté de la barricade, du côté de l'ordre et du gouvernement ! On l'a vu lors des grèves et des manifestations du printemps contre la loi travail. Et souvenez-vous comment Marion Maréchal-Le Pen a traité les salariés d'Air France de voyous, qu'il fallait mater avec l'armée !

Alors, au copain de boulot, au voisin, au parent qui est tenté par le vote FN,

nous pouvons dire : « Laisse ce vote aux racistes, aux grenouilles de bénitier, aux nostalgiques de la France de papa. Laisse ce vote aux bourgeois du 16^e arrondissement qui ne veulent pas chez eux d'un centre pour SDF, laisse ce vote à tous ceux qui expliquent que les ouvriers ne travaillent pas assez. Mais toi, vote pour tes intérêts de classe ! » (...)

De Le Pen à Hollande, démagogie infecte

À les entendre tous, de Le Pen jusqu'à Hollande, les seuls problèmes du pays ce sont Calais, les migrants, la sécurité et la montée du communautarisme, qu'ils contribuent à créer eux-mêmes par leurs mille et une provocations quotidiennes.

Leur campagne n'a qu'un seul but : faire des voix en s'appuyant sur les peurs et en flattant les préjugés racistes. C'est de la diversion.

(...) C'est de la démagogie, aussi stupide qu'infecte ! Le résultat de tout ça, c'est que ces dirigeants rendent la vie de ces femmes et de ces hommes plus insupportable encore. Et puis ils flattent les préjugés les plus abjects dans la population et ils poussent les plus racistes à passer aux actes. Ce sont des pyromanes !

Les victimes de cette démagogie ne seront pas seulement les migrants d'hier ou d'aujourd'hui. Nous en paierons tous les conséquences. Car les politiciens qui justifient le rejet des étrangers ne spéculent pas que sur des préjugés et des fantasmes ; ils invoquent aussi le chômage élevé, la pénurie de logements, la saturation de notre système de soins.

C'est une façon de matraquer l'idée qu'il n'y a déjà pas assez pour tous. Cela sert à justifier la politique antiouvrière en nous enfonçant dans le crâne qu'il est vain de revendiquer et qu'il faut se serrer la ceinture. C'est une façon de nous mettre en concurrence permanente, de nous opposer



les uns aux autres, ceux qui ont un travail à ceux qui sont au chômage, en intérim ou en CDD. C'est un instrument de division.

(...) Alors, dans cette élection, montrons qu'il y a des travailleurs qui ne se trompent pas d'ennemis. Affirmons qu'il y a bien deux mondes dans la société : celui des riches et des pauvres, celui des exploités d'un côté et de l'autre côté le monde des exploités qui regroupe des femmes et des hommes de toutes origines et toutes confessions.

Non aux illusions, exprimons-nous !

(...) Nous appelons les travailleurs à voter pour exprimer leurs intérêts matériels et politiques. Cela ne changera pas la société. Cela

ne modifiera pas le rapport de force entre le patronat et le gouvernement ? C'est vrai. Il n'y a que l'action collective des travailleurs qui peut le faire, qu'un mouvement social puissant, comme ceux qu'on a connus en mai-juin 1936 et en 1968.

Mais regardez la mobilisation contre la loi El Khomri. Elle n'a pas réussi non plus à inverser le rapport de force et à faire reculer le gouvernement. A-t-elle été pour autant inutile ? Sûrement pas. En se montrant, en défendant leurs intérêts pendant quatre mois, les travailleurs conscients et combattifs ont contribué à élever la conscience du monde du travail en général.

Le patronat, le gouvernement, les médias bien-pensants ont déversé des

tombereaux d'insultes et de calomnies. À les entendre, les grévistes de la SNCF et des raffineries étaient des preneurs d'otages et des terroristes, les manifestants étaient des casseurs d'hôpital pour enfants... Un éditorialiste a même comparé la CGT à Daech ! Eh bien, l'opinion ouvrière a résisté à tout cela, parce qu'une fraction des travailleurs ne lâchait pas le combat.

(...) La résistance, cela commence par dire que l'on n'est pas d'accord. La résistance des travailleurs dépend de ce qu'ils ont dans la tête. Alors, exprimer nos intérêts contre nos ennemis, c'est le premier acte de résistance. »

On peut suivre l'ensemble du meeting sur notre site Internet :
www.lutte-ouvriere.org

Jean-Pierre Mercier : comment se fabriquent les profits

Avant Nathalie Arthaud, c'est Jean-Pierre Mercier, ancien ouvrier de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois aujourd'hui à celle de Poissy, qui est intervenu, donnant notamment un aperçu des conditions de travail en usine :

« Non seulement la rémunération globale des salariés a baissé, mais le temps de travail, le temps passé sur la chaîne, augmente.

À PSA, le patron a inventé la GJP, la garantie journalière de production. Le raisonnement patronal est simple : il nous embauche pour faire 364 voitures en 7 heures, il lui faut 364 voitures, quitte à nous faire travailler plus longtemps dans la journée.

La moindre panne amène un rattrapage minimum de 10 minutes. Ces 10 minutes sont d'abord prises sur les 31 minutes de la pause repas, qui tombe à 21 minutes. Imaginez ! Il ne vous reste que 21 minutes pour aller vous laver les mains, aller aux toilettes, faire chauffer votre gamelle au micro-ondes, l'avalier au bord de

la chaîne et, à la sonnerie, courir pour reprendre le poste.

Si les pannes sont plus importantes ? En plus des 10 minutes prises sur la pause repas, ce sont 10, 20 ou 30 minutes supplémentaires qu'il faut faire à la fin de l'équipe, en n'étant évidemment prévenus qu'au cours de la journée que l'on sera libéré 30 minutes plus tard.

Quant à l'intensité du travail, elle a explosé. Dans toutes les usines, le patron a bouleversé l'approvisionnement des pièces, pour les rapprocher au plus près de l'ouvrier de chaîne. Car les quelques pas que faisait l'ouvrier les mains vides pour aller prendre les pièces dans le bac étaient considérés par le patron comme du temps perdu. Pour l'ouvrier, c'était ce que les médecins

du travail appelaient les micro-pauses où, pendant quelques fractions de seconde, les muscles, les tendons, les articulations des poignets, des coudes et des épaules se reposaient.

Désormais, les pièces sont livrées à quelques centimètres de l'ouvrier, pratiquement dans ses mains. Ce temps gagné à chaque poste, mis bout à bout, a eu comme conséquence la suppression de dizaines de postes le long de la chaîne.

C'est avec ce genre de méthode que, dans toutes les usines, les patrons obtiennent une production équivalente voire supérieure avec moins de travailleurs. Au final, ce sont des millions d'euros qui sortent directement des muscles de chaque ouvrier.

Oui, quand on dit que l'ouvrier fabrique le profit avec sa sueur et ses muscles, ce n'est pas qu'une formule, c'est la réalité ! »

Le « roman national » : une prison pour les travailleurs

En politique aussi, c'est dans les vieilles marmites qu'on fait les meilleures soupes. Définir la nation française et s'en prétendre le meilleur représentant, quand ce n'est pas le porte-parole exclusif, fait ainsi partie de l'attirail politique depuis deux siècles et plus.

Aujourd'hui, Sarkozy vénère ses ancêtres gaulois, Fillon veut raconter le « roman national », Le Pen en appelle aux patriotes et Hollande parle au nom de la France éternelle. Quant à Jean-Luc Mélenchon, ne voulant pas être en reste, il a déclaré que « du moment que l'on est français, on adopte le récit national ».

Rares sont donc ceux qui, comme les communistes révolutionnaires, refusent de chanter la *Marseillaise*, de se draper de tricolore et d'affirmer « être avant tout français ». Bien sûr, le concept de nation correspond à une réalité, constituée autour d'une langue et d'une histoire, liées ou non à un territoire et à un État. Mais, dans l'histoire de la nation française, on trouve aussi bien les philosophes qui combattirent la monarchie et l'Église et les combattants de la Révolution que les massacreurs des conquêtes coloniales, les généraux qui firent tirer sur les ouvriers

insurgés, les Pétain et les Massu. Alors, se référer à la nation ou au récit national est toujours une façon d'entretenir la confusion et de jeter un voile sur les luttes passées et futures.

La bourgeoisie, les possédants se servent du concept de nation pour entretenir l'idée d'une communauté d'intérêts entre exploités et exploités, toujours au bénéfice des premiers. Le roman national cher aux politiciens de tous bords n'est jamais que l'accompagnement intellectuel de la recherche du profit par les bourgeois. Il se transforme régulièrement en cauchemar national lorsque les capitalistes veulent entraîner toute la population dans leurs guerres ou enchaîner les travailleurs aux intérêts des patrons, comme aujourd'hui. C'est au nom de l'intérêt national que le gouvernement prétend imposer les sacrifices aux travailleurs, un intérêt national qui est dans ce cas très directement l'intérêt

sonnant et trébuchant du capital. Et cela peut aller jusqu'à dresser une nation contre les autres, les armes à la main. Mais, là encore, ce sont les travailleurs qui combattent et meurent pour les marchands de canons et les banquiers.

La nation est aussi le premier cadre où se déroulent les luttes des travailleurs. Et le combat politique, surtout lorsqu'il est encore limité au cadre électoral, commence forcément sur le terrain national. Mais la classe ouvrière, à la différence de la bourgeoisie, est une classe internationale. Elle fait fonctionner collectivement l'économie à l'échelle du globe. Ce système entravé précisément par les frontières et les États, la classe ouvrière devra le transformer, bâtir une économie collective, gérée à l'échelle du globe. Elle n'a rien à gagner à défendre des institutions qui sont à la fois des vestiges du passé et des armes aux mains de ses ennemis.

Les travailleurs doivent laisser les romans nationaux aux capitalistes et à leurs défenseurs : leur lutte est par vocation internationale.

Paul Galois

Hayange : le FN expulse le Secours populaire



Après avoir supprimé toute subvention au Secours populaire, le maire FN d'Hayange veut expulser cette association caritative des locaux municipaux qu'elle occupe. Un huissier est venu signifier cette expulsion, que le Secours populaire a rejetée. Le maire a saisi la justice qui, si elle le suivait, priverait 776 personnes, dont plus de 250 enfants, de l'aide du Secours populaire d'Hayange.

Ce maire, anticommuniste et finalement anti-pauvre, reproche au Secours populaire de faire de la propagande pro-migrants. Il ignore sans doute que personne n'est migrant par plaisir ni pour avoir été entraîné par la « propagande ». Les familles des dizaines de milliers d'Alsaciens-Mosellans qui ont fui l'arrivée des troupes nazies et ont erré sur les routes en 1940 pourraient le lui expliquer. Mais la solidarité est quelque chose d'étranger à ces élus

d'extrême droite.

L'autre accusation du maire faite au Secours populaire est d'être une succursale du Parti communiste. Il est vrai qu'il y a plus de militants de gauche dans les associations qui aident les plus démunis que de gens d'extrême droite ! Les partisans de la bourgeoisie Le Pen n'ont qu'une obsession : rendre les étrangers responsables de tout, pour ne surtout pas s'en prendre au capitalisme et à la bourgeoisie qui profite de ce système. Là encore, c'est la phobie anticommuniste de la mairie qui ressort.

Le FN ne s'intéresse aux pauvres que pour avoir leurs voix, afin de servir la carrière politique d'arrivistes profondément antiouvriers. La solidarité des exploités, des opprimés, quelle que soit leur carte d'identité, suscite la haine de ce genre de politiciens aux idées réactionnaires.

Étienne Hourdin

Grévistes de 1948 : le PS tire d'abord, et réhabilite 70 ans après

Le 30 septembre, Hollande a réintégré dans leur grade militaire quatre mineurs du Pas-de-Calais, anciens résistants, dégradés suite à la grève de 1948. Il a prétendu à cette occasion faire œuvre de justice, adresser un geste aux électeurs de gauche, voire aux ouvriers. À propos de ceux qui avaient dégradé ces quatre hommes, Hollande a simplement parlé de « gouvernement peu avisé ».

Il serait plus juste de parler d'un gouvernement de combat contre la classe ouvrière, particulièrement en la personne de Jules Moch, ministre de l'Intérieur et socialiste. L'armée, y compris les blindés, et les CRS, avec les chiens policiers, furent en effet envoyés contre les mineurs en grève. Les corons furent occupés par la troupe, les piquets de grève brisés un à un par la force. Six

mineurs y laissèrent la vie, des milliers furent licenciés et privés définitivement du statut de mineur et de ses protections, du logement, du chauffage, des assurances. Ils conservèrent en revanche la silicose acquise pendant les années au fond. Des milliers furent condamnés, y compris à des peines de prison ferme. Le gouvernement, ministres socialistes en tête, accusait les



Pendant l'occupation d'une mine.

mineurs d'être l'avant-garde d'une insurrection, de préparer l'arrivée des chars russes en France et dénonçait la terreur communiste dans les corons.

Cette grève, comme d'autres des années 1947 et 1948, était une explosion de colère de travailleurs qui n'en pouvaient plus après des années de guerre et de reconstruction, c'est-à-dire de privations et de travail forcé. Les prédécesseurs de Hollande surent employer

les grands moyens pour la briser. 68 ans après, ce dernier parvient à utiliser ces événements pour sa petite tambouille politique. Outre l'appel aux électeurs de gauche, la cérémonie a en effet été l'occasion de mettre en scène la réconciliation du futur candidat avec son ex-ministre de la Justice, Christiane Taubira. Hollande veut ainsi s'assurer de son soutien en vue de la primaire socialiste.

Le gouvernement

socialiste d'aujourd'hui fait mine de revenir sur les répressions antiouvrières de ministres socialistes d'hier. Mais il fait condamner les travailleurs d'Air France, de Goodyear et bien d'autres, injurie les grévistes, noie les manifestants sous les policiers. On peut faire ce crédit à Hollande, digne descendant de Moch, que s'il n'a pas fait tirer sur les ouvriers, ce n'est qu'une question de circonstances.

P. G.

CICE : bon pour les marges, nul pour l'emploi

Lors de sa création en 2013, le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) était accompagné d'un comité de suivi, chargé de mesurer l'impact de ce dispositif qui permet aux entreprises de diminuer leurs impôts. On sait précisément ce que coûte le CICE aux finances de l'État : 28,7 milliards d'euros pour les deux années 2013 et 2014 et près de 20 milliards par an actuellement.

Mais quelles conséquences le CICE a-t-il eues pour l'emploi, alors que l'objectif initial était la création de 300 000 nouveaux postes en cinq ans ? Là, c'est bien difficile à dire, et au fond on n'en sait rien. Tout d'abord un assez grand nombre d'entreprises, qui ont licencié ou supprimé des postes de travail, ont continué en même temps à bénéficier du CICE. Dans ce cas, il est bien évident que le crédit d'impôt n'a en rien empêché le développement du chômage.

Mais, dans l'ensemble,

le comité de suivi ne parvient pas à avoir une réponse claire. Il est à l'origine de deux rapports. L'un estime que le CICE aurait favorisé la création ou la sauvegarde de 45 000 à 115 000 emplois. L'autre rapport ne signale pas d'effet positif sur l'emploi. Le comité de suivi en conclut que le CICE aurait sans doute eu un effet de l'ordre de 50 000 à 100 000 emplois, en croisant les doigts pour que ce soit vrai.

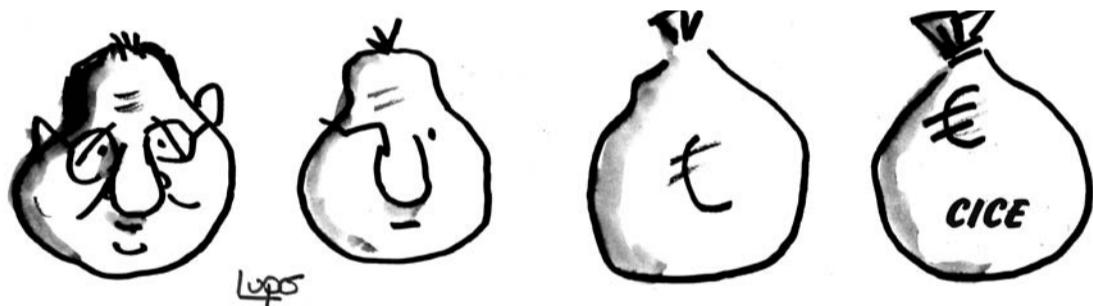
En revanche, les deux rapports estiment que « les entreprises ont consacré

une partie importante du CICE à la reconstitution de leurs marges ». Il est donc parfaitement clair que le CICE n'est rien d'autre qu'un très gros cadeau aux entreprises, sans effet notable sur le chômage. Ce que l'on avait bien compris au départ, quand le dispositif a été mis en place.

Par ailleurs, il est question de pérenniser le CICE, et le ministre de l'Économie rappelle son intention de l'augmenter : le crédit d'impôt passerait de 6% à 7% de la masse salariale.

Un simple calcul montre qu'avec ces 20 milliards on pourrait créer 750 000 emplois, en versant des salaires de 1 500 euros par mois, en y ajoutant les cotisations sociales : si on avait choisi de privilégier l'emploi plutôt que les profits patronaux.

André Victor



Régions : des poches des pauvres à celles du patronat

Par la voix de Valls, le gouvernement vient d'annoncer qu'à partir de 2018 la dotation que les régions reçoivent chaque année de l'État sera remplacée par la TVA.

Les présidents des régions se plaignaient que leurs ressources financières dépendent en presque-totalité de ce que l'État leur donne comme dotation, soit 3,85 milliards d'euros en 2017, après amputation de 450 millions d'euros au titre de la contribution des régions à la résorption des déficits publics. Valls a annoncé qu'à partir de 2018 cette dotation, en baisse d'année en année, sera ainsi remplacée par une fraction du produit de la TVA.

Les présidents des régions ont applaudi à cette mesure, qualifiée de révolution par Philippe Richert, un ancien ministre des

Collectivités territoriales sous Sarkozy qui préside aujourd'hui la région Grand-Est. La bagarre entre l'État et les régions porte désormais sur la part qui reviendra à chacun de cet impôt particulièrement injuste car toute la population, y compris les plus pauvres, le paie dès le premier euro dépensé.

Or, il est d'autant plus choquant de faire appel à la TVA que les aides aux entreprises, autrement dit au patronat, figurent en bonne place dans le budget des régions et qu'elles feront un bond en avant à partir de l'année prochaine. En effet une loi de 2015 donne aux régions la compétence

exclusive pour ces aides à partir de 2017. Les régions se chargeront donc de distribuer au patronat l'argent que lui donnaient les départements, en plus des sommes qu'elles lui versaient déjà. Pour financer ces aides supplémentaires, le gouvernement avait annoncé, en juin dernier, la création d'une taxe foncière spéciale prélevée sur les particuliers et les entreprises. Cependant, cette taxe n'est pas du goût du Medef et de l'Union de la propriété immobilière, et le gouvernement a annoncé qu'elle ne verrait pas le jour.

Les régions auront donc droit à un fonds spécial en 2017 et, à partir de 2018, la TVA prendra le relais. Ainsi, le patronat sera directement subventionné par l'impôt le plus injuste, pesant sur les milieux populaires.

Jean Sanday

Congrès HLM : annonce en trompe-l'œil

Lors du dernier congrès des HLM, le Premier ministre Manuel Valls leur a promis une enveloppe de trois milliards d'euros, un milliard de plus que prévu... sans que l'État mette la main à la poche.

Cette somme correspond en fait à la possibilité pour chaque organisme HLM d'emprunter à taux zéro jusqu'à hauteur de trois milliards et à très long terme. Mais cela reste des emprunts, qu'il faudra un jour rembourser, au risque de fragiliser les situations financières.

Plus de la moitié des sommes empruntées seront affectées à la rénovation énergétique de logements HLM, sans garantie que les locataires y trouvent leur compte car il n'est pas précisé la part qui restera à leur charge. L'autre partie des prêts, destinée à la construction de logements neufs, se fera à dose homéopathique, comme l'atteste le premier emprunt, présenté comme une référence, signé par l'organisme HLM de la région nantaise. Sur 25 000 logements qu'il compte, il pourra accélérer

la rénovation thermique de 111 logements sociaux sur trois ans et la construction de 126 logements sociaux supplémentaires au cours des deux prochaines années, sans que soit précisé le nombre de HLM qui, au cours de la même période, seront vendus ou détruits. Pas de quoi pavoiser !

Cela n'a pas empêché l'Union sociale de l'habitat, qui chapeaute les organismes HLM, de féliciter Valls. C'est qu'elle est davantage sensible à ses liens avec le gouvernement qu'aux problèmes du logement. Son président actuel est un député PS, ancien rapporteur du Budget du logement et, si l'on remonte jusqu'à 1985, ses trois prédécesseurs, parlementaires PS également, étaient passés de la présidence des HLM à un poste ministériel, quand ce ne fut pas le parcours inverse.

J. S.

Logements étudiants : promesses non tenues

En août 2012, la nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur promettait que le gouvernement ferait construire 8 000 logements étudiants par an, pour remédier au déficit chronique.

Or, des 40 000 logements étudiants qui devaient voir le jour pendant la durée du quinquennat, à peine plus de 20 000 avaient été réalisés fin 2015, et quelques milliers encore devaient l'être en 2016. Le logement reste donc un véritable casse-tête pour la majorité des étudiants, surtout ceux qui viennent de milieux populaires, bien sûr. Dans les académies très peuplées en étudiants, Paris, Créteil, Lille, Lyon, quatre étudiants sur dix manquent toujours de place, que ce soit dans le parc public (résidences universitaires du Crous, logements sociaux, foyers d'étudiants ou internats) ou dans le privé abordable. L'UNEF, le syndicat étudiant, estime en particulier qu'à Paris et Bordeaux 55 % du budget

d'un étudiant sont absorbés par le loyer. Beaucoup doivent donc se résoudre à un emploi salarié précaire et chronophage, et cohabiter tant bien que mal dans des conditions pas toujours commodes.

La demande est tellement tendue que des investisseurs intéressés par des rendements supérieurs à la moyenne se tournent vers le logement étudiant, comme les deux groupes immobiliers Réside Études et Nexity, qui disposent déjà chacun d'un parc de 15 000 logements étudiants.

Ce nouvel épisode du feuilleton « promesses non tenues » n'est qu'un volet de la crise du logement qui touche des millions de personnes dans le pays. Se savoir nombreux dans ce cas ne résout cependant pas le problème de ceux à qui on ne propose parfois que quelques mètres carrés insalubres pour plusieurs centaines d'euros.

Viviane Lafont

Retraités : pensions peau de chagrin

Des milliers de travailleurs à la retraite ont défilé dans toute la France, jeudi 29 septembre, pour dénoncer la faiblesse de leurs pensions.

En effet le gouvernement a annoncé que les pensions des retraités ne seraient pas revalorisées ce 1^{er} octobre, sous le prétexte mensonger que les prix n'augmenteraient pas. C'est donc une quasi-stagnation pour la troisième année consécutive. Les 16 millions de retraités touchent en moyenne une pension nette de 1 200 euros par mois, à peine un smic. Mais, derrière cette moyenne, 10 % d'entre eux reçoivent moins de

950 euros par mois. Par ailleurs, toujours en moyenne, les femmes ont une pension inférieure de 40 % à celles des hommes.

Cet appauvrissement provient du gel des pensions, de leur indexation sur les prix et non plus sur les salaires, mais aussi des mesures fiscales prises par Sarkozy avec la suppression de la demi-part fiscale aux parents isolés, aux veufs et veuves ayant eu un enfant. Hollande y a aussi contribué avec l'imposition de la majoration de 10 % pour les retraités ayant élevé au moins trois enfants.

La réforme des retraites de 2010, qui organisait le

recul de l'âge de départ de 60 à 62 ans, a aggravé deux nouveaux problèmes. D'une part, 370 000 retraités sont obligés, en raison de la faiblesse de leur pension, d'exercer un emploi complémentaire. Ce chiffre est en hausse de 30 % en six ans. D'autre part, il y a maintenant 200 000 chômeurs de plus de 60 ans, une catégorie presque inexistante en 2011.

Partir en retraite à 60 ans, après 37,5 années de travail, voilà la norme à laquelle il faudrait revenir immédiatement, avec un salaire complet.

Camille Lulle

Enseignement : « Touche pas à ma ZEP »

Jeudi 29 septembre, des enseignants de plus de trente lycées de la région parisienne ont fait grève contre la disparition programmée des réseaux d'éducation prioritaire (REP) pour les lycées.

Les conséquences de cette mesure seraient très claires pour les lycées concernés : baisse des moyens et hausse des effectifs par classe et, pour les enseignants, fin des bonifications pour les mutations et des primes liées au statut REP de l'établissement. Parmi les lycées, se trouvaient des représentants d'établissements de communes populaires comme Nanterre, Colombes et Gennevilliers dans les Hauts-de-Seine, Corbeil-Essonnes et Melun-Sénart dans l'Essonne, Argenteuil, Goussainville et Garges-lès-Gonesse dans le Val-d'Oise, ou encore Stains en Seine-Saint-Denis.

Alors que la ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem, chargée de faire la promotion du futur candidat Hollande, vante partout la priorité accordée par son gouvernement à l'éducation, derrière le décor elle s'apprête à retirer des moyens, en matière d'horaires, d'effectifs dans les classes, aux lycées des communes les plus pauvres, celles qui concentrent toutes les difficultés sociales. En effet, ces lycées ont tous vu leur label d'éducation prioritaire menacé.

Les enseignants du lycée Joliot-Curie de Nanterre avaient fait une semaine de



La manifestation des enseignants de ZEP à Paris.

grève dès le début de l'année scolaire. Le succès de la journée du 29 septembre a montré qu'ils ont rencontré un écho dans de nombreux établissements, qui se sont organisés dans un collectif « Touche pas à ma ZEP ».

Ce jeudi 29 avait commencé par une interpellation de la ministre à la sortie d'une émission qu'elle venait d'enregistrer. Devant la délégation des professeurs de Joliot-Curie de Nanterre, la ministre n'a su que bafouiller qu'elle « avait entendu parler de ça, qu'elle ne comprenait pas ».

Par la suite, une trentaine de professeurs de trois lycées de l'éducation prioritaire ont intercepté le directeur académique des Hauts-de-Seine, alors que celui-ci participait à un colloque intitulé : « L'éducation, notre priorité ». Ce personnage a bien dû accepter de s'expliquer devant tout le monde. Mais cela n'a été que pour énoncer de vagues assurances concernant la prime des enseignants, qui serait maintenue pour un temps, mais il a plutôt renforcé toutes les appréhensions, parlant avec désinvolture du nombre d'élèves par classe,

qui pourrait augmenter, et allant jusqu'à déclarer que certains lycées étaient à ses yeux « surdotés » en heures d'enseignement !

L'après-midi, les enseignants mobilisés se sont encore rassemblés devant le ministère, avec des pancartes dénonçant la politique gouvernementale : « Moyens supprimés = élèves pénalisés », « Fin d'éducation prioritaire = lycées en misère ». La ministre de l'Éducation nationale a répété, à plusieurs reprises, que la politique d'éducation prioritaire devait se concentrer sur un plus petit nombre de collèges et d'écoles, excluant les lycées, qui accueillent pourtant exactement les mêmes élèves quelques années plus tard.

Les inégalités sociales progressent et la situation dans les écoles n'en est que le reflet. Le chômage et la pauvreté se sont aggravés durant toutes ces années, contribuant comme chacun sait aux difficultés scolaires. Les enfants des quartiers difficiles doivent avoir droit à un enseignement de qualité au même titre que les autres.

Correspondant LO

Plan d'aide aux agriculteurs : soutien aux céréaliers... et aux banques

Des mesures exceptionnelles ont été annoncées le 4 octobre par Valls et son ministre de l'Agriculture. Il s'agit de quelques aménagements tentant de répondre à la colère des éleveurs et, surtout, d'aides aux céréaliers, dont les intempéries ont affecté les cultures... et les bénéficiaires. Sur ce plan, les banques seront de toute façon garanties de ne pas faire mauvaise récolte.

Troisième plan en un an, le Plan de consolidation et de refinancement des exploitations agricoles va consister, notamment, en une enveloppe supplémentaire destinée aux 13 000 producteurs laitiers qui acceptent de diminuer leur production, dans un contexte où la baisse du prix d'achat du lait est attribuée à une surproduction. Cette surproduction est estimée par rapport à la demande solvable, évidemment, et pas en fonction des besoins alimentaires des habitants de la planète. S'ils ont vu leurs bénéficiaires baisser de plus de 20 % par rapport à une moyenne, dans certaines conditions, les éleveurs pourront aussi bénéficier d'une aide de soutien à la trésorerie.

Mais le cœur du plan vise surtout à venir au secours des céréaliers français, dont le rendement aurait chuté de 30 %, niveau jamais atteint depuis trente ans, en raison des intempéries : pluies et inondations au printemps, suivies d'une sécheresse estivale. Comme leurs collègues russes, ukrainiens et américains battent au même moment des records de production, les cours mondiaux des céréales sont en baisse, et les bénéficiaires des céréaliers également.

Le gouvernement a donc décidé, après leur avoir accordé en juillet des moratoires de cotisations sociales et le dégrèvement de taxes sur le foncier non bâti, de garantir les emprunts que les agriculteurs feront auprès des banques et de les aider à rembourser. Les plus gros, les capitalistes céréaliers, pourront donc continuer à investir grâce à une trésorerie rebondie et à tous les dégrèvements... tombés du ciel. Il n'est qu'à voir la satisfaction de Xavier Beulin, le président de la FNSEA ; les banques sont garanties, les capitalistes du blé aussi.

Quant aux autres, les plus petits, les exploitants fragilisés par la marge de survie de plus en plus réduite que leur laisse la mainmise du système bancaire et des capitalistes de l'agroalimentaire sur l'agriculture, il leur reste, dans le plan Valls-Le Foll, quelques vagues mesures sociales. Et, s'ils refusent la spirale de l'endettement bancaire que le plan leur propose, il leur reste des aides au remplacement temporaire en cas de burn-out, ou même, s'ils jettent l'éponge, des aides à la reconversion professionnelle ou à la préretraite.

Viviane Lafont

Lisez la revue *Lutte de classe*

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 178 (septembre - octobre 2016)

- Lutte ouvrière dans la campagne présidentielle
- Turquie : de la tentative de coup d'État au contre-coup d'État d'Erdogan
- Grande-Bretagne : le référendum sur l'UE, le Brexit et la danse des démagogues
- États-Unis : la classe ouvrière a besoin de son propre parti
- La construction d'un parti ouvrier aux États-Unis : histoire d'un long combat
- La Côte d'Ivoire des riches et celle des travailleurs
- Haïti : débat sur le financement des élections sur fond d'éveil de la combativité ouvrière

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

Pologne : femmes en lutte pour le droit à l'avortement

Manifestation, le fait que le Parlement polonais a décidé, le 22 septembre, de faire étudier par une commission parlementaire la proposition de loi, portée par les associations réactionnaires, interdisant totalement l'avortement, a donné un nouvel élan au mouvement féministe en Pologne.

Pourtant, la Pologne est déjà dotée d'une des législations les plus restrictives d'Europe, n'autorisant l'avortement qu'en cas de viol ou d'inceste, de malformation grave du fœtus ou de grossesse mettant en danger la vie de la mère, et il s'en produit à peine 2 000 par an. Mais c'est encore trop pour l'Église, qui en fait un principe et qui, ayant soutenu lors de son élection le parti de la droite cléricale et nationaliste maintenant au pouvoir, le PiS, demande depuis des mois qu'il passe à l'action. Dans la foulée devraient arriver aussi la remise en question de la fécondation in vitro, jugée tout aussi satanique par l'Église, ainsi que la limitation de la vente de la « pilule du lendemain », jusqu'à maintenant délivrée sans ordonnance, et qui ne serait plus vendue qu'avec l'autorisation d'un médecin.

Du coup, ces derniers jours, la protestation contre le projet de loi sur l'avortement a monté d'un cran. Outre une manifestation samedi 1^{er} octobre dans les rues de Varsovie, qui a réuni de 5 000 à 10 000 personnes selon la police ou les organisateurs, on a vu se succéder dans les médias les interventions de personnalités contre le projet de loi. Un gynécologue célèbre, des personnalités, des femmes écrivains, des actrices, prennent publiquement position contre le projet gouvernemental. L'une d'entre elles, Krystyna Janda, autrefois actrice dans des films du

réalisateur polonais Wajda, a appelé à un « lundi noir », où les femmes, habillées dans cette couleur, n'iraient pas travailler, par exemple en prenant un jour de congé, et manifesteraient leur colère en « faisant la grève des femmes ».

L'idée a fait boule de neige et le « lundi noir » a été massivement suivi. Dans les grandes métropoles régionales, mais aussi dans de plus petites villes, les initiatives se sont multipliées : concerts de casseroles et de sifflets dans les unes, gâteaux et yoga ailleurs, spectacles et théâtre dans la rue, et bien sûr rassemblements et manifestations. Des radios, des télévisions ont diffusé toute la journée des interviews de manifestantes, de tous âges, certaines déjà grand-mères disant qu'elles venaient manifester pour que leurs petits-enfants ne connaissent plus jamais la situation actuelle. Dans beaucoup de villes, les municipalités, les administrations, devant l'ampleur du mouvement, ont accepté de laisser une à plusieurs heures aux femmes qui voulaient rejoindre les mouvements de protestation, quitte à les compenser plus tard. Dans les bureaux, dans les écoles, dans les transports, les vêtements noirs étaient innombrables. Malgré un temps particulièrement pluvieux et froid le lundi 3 octobre, il régnait dans les rues comme un air de retour du mouvement féministe des années 1970,



«Pologne combattante»



«J'ai un cerveau, un cœur, je peux décider.» «Malgré notre utérus, nous décidons nous-mêmes.»

chose bien inattendue en Pologne !

Face à cela, certains membres du gouvernement ont continué à étaler leur mépris, comme le ministre des Affaires étrangères qui, au sujet des manifestantes, a déclaré : «*Qu'elles s'amusent !*» Mais d'autres ont commencé à se ménager une voie de sortie, comme le vice-président de l'Assemblée qui a dit que la future

loi «*n'entrera pas en vigueur dans la forme proposée*». Certains commentateurs traduisent ainsi le fait que le PiS n'abrogerait que la possibilité d'avorter en cas de malformation du fœtus.

Mais le mouvement vient de prendre un nouveau départ et les femmes polonaises n'ont certainement pas dit leur dernier mot. Elles auraient tort de faire confiance à la droite

libérale qui, en guerre pour des raisons politiques avec le PiS, dit les soutenir, mais qui, depuis vingt-trois ans qu'existe la loi hyperrestrictive en Pologne, ne l'a pas modifiée d'un iota quand elle était au pouvoir. Beaucoup d'entre elles l'ont compris, qui ont fait le choix de se battre elles-mêmes pour défendre leurs droits.

Nelly Meyer

Hongrie : Orbán et sa démagogie xénophobe

Avec 40% de participation, et moins encore si on enlève les votes blancs, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán n'a pas obtenu le plébiscite qu'il espérait pour son référendum anti-Europe et anti-immigrés, même si 98% des votants ont approuvé sa politique.

À l'intérieur du pays, chaque clique politique tente d'utiliser ce vote. Orbán brandit les résultats en sa faveur pendant que ses adversaires agitent la non-validité du référendum. D'autre part, le gouvernement Orbán et la Commission de Bruxelles s'envoient à la tête leurs analyses divergentes des votes.

En fait, peu importe qui

l'a emporté dans ce référendum et peu importe s'il est validé ou pas par la Constitution. Le pire résultat ne réside pas dans les pourcentages de participants, mais dans la campagne qui a duré des mois auparavant. Car ce plébiscite a été préparé par toute une propagande raciste, xénophobe et nationaliste, dont le gouvernement Orbán a littéralement

submergé la population.

Évidemment, derrière cette politique se cache, comme ailleurs, la volonté de faire diversion sur les questions essentielles pour les classes populaires. Incapable de résoudre les problèmes sociaux, le gouvernement hongrois cherche dans la démagogie nationaliste un remède pour maintenir sa popularité, mise à mal par la corruption, de notoriété publique, de la clique dirigeante.

Cette tactique n'est pas l'apanage du gouvernement d'extrême droite d'Orbán. Elle est pratiquée par tous les politiciens en France, de

Le Pen à Valls, qui utilisent sciemment les migrants comme épouvantails pour agiter les idées les plus réactionnaires. Elle a servi aussi au Royaume-Uni aux conservateurs pour préparer le référendum qui a vu le camp du Brexit l'emporter dans les urnes.

Mais cette politique, déjà ignoble, prend un tour encore plus dramatique dans un pays comme la Hongrie, où la pauvreté est plus importante. Dans ce pays de 10 millions d'habitants, 4 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, les problèmes sociaux sont encore plus prononcés

et donc la vie politique plus dure et brutale.

Ainsi la manipulation des préjugés anti-migrants prend depuis des mois une tournure violente en Hongrie. L'été dernier, Orbán faisait bâtir un mur pour bloquer les réfugiés à la frontière serbo-hongroise. Des milices pour pourchasser les migrants, les rudoyer et les renvoyer ont vu le jour.

En menant sa campagne xénophobe, le gouvernement Orbán ne se contente pas de spéculer sur des préjugés racistes existants, il est responsable de leur renforcement au sein de la population.

Marion Ajar

Israël: Shimon Peres, faux homme de paix

Près d'une centaine de chefs d'État ont assisté aux obsèques de Shimon Peres à Jérusalem vendredi 30 septembre et ont loué un prétendu homme de paix. Mais avant de s'affirmer en faveur d'un dialogue avec les Palestiniens, Peres fut de ceux qui organisèrent la confiscation de leurs terres, et il refusa longtemps de leur reconnaître le droit à un État, jouant un rôle majeur dans les guerres qui ensanglantèrent la région.

Né en 1923 à Vishneva, une bourgade alors située en Pologne, Shimon Peres, de son vrai nom Shimon Perski, émigra à 11 ans avec sa famille en Palestine qui, dans cette période de l'entre-deux-guerres, était sous mandat et sous occupation britannique. Il rejoignit une organisation de jeunesse de la fraction du mouvement sioniste qui se réclamait du socialisme. Mais ce courant était avant tout nationaliste, avec pour seule perspective la création d'un État juif, en évinçant les populations palestiniennes.

La réalisation de ce programme, avec la création de l'État d'Israël en 1948, fut suivie d'une première guerre israélo-arabe et s'accompagna de l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de Palestiniens qui furent chassés de leurs terres et condamnés à vivre dans des camps de réfugiés installés dans toute la région. Peres fut de la génération des dirigeants israéliens qui mirent en œuvre cette politique et qui eurent comme première préoccupation le renforcement de la puissance militaire de leur État. Dans ces années-là, Peres se situait dans le

camp des durs, des faucons, comme on appelait ceux qui étaient les plus bellicistes et qui refusaient toute concession aux Palestiniens.

En tant que directeur général du ministère de la Défense à partir de 1953, il joua un rôle important dans les négociations qui conduisirent à l'intervention militaire de Suez en octobre 1956, aux côtés de la France et du Royaume-Uni, contre le dirigeant égyptien Nasser qui venait de nationaliser le canal de Suez. Peres fut alors au cœur des accords avec la France, qui permirent à Israël d'acquérir l'arme atomique.

En 1974, devenu ministre de la Défense, il s'opposa à l'évacuation des colons, issus de l'extrême droite religieuse, qui, contre l'avis du gouvernement de l'époque, commençaient à développer des implantations sauvages dans la Cisjordanie occupée à la suite de la guerre de juin 1967. Peres était l'un des principaux dirigeants du Parti travailliste qui dominait la vie politique israélienne. Mais, par toute sa politique, le Parti travailliste contribuait à renforcer dans la société israélienne

les courants les plus nationalistes et religieux. Il finit par en être victime lui-même, se retrouvant évincé du pouvoir en 1977 par la droite nationaliste. Cela n'empêcha pas Peres de continuer sa carrière gouvernementale, dans des coalitions avec la droite, d'abord en tant que Premier ministre de 1984 à 1985, puis comme ministre des Affaires étrangères de 1987 à 1990.

Il fallut l'éclatement de la première Intifada, en décembre 1987, et l'incapacité manifeste d'y mettre fin par la répression pour que Peres se décide à engager des négociations avec l'OLP d'Arafat. Mais les accords d'Oslo, signés en 1993, n'ouvraient pas pour autant un réel processus

de paix. En reconnaissant un pouvoir autonome palestinien dans une partie très limitée de la Cisjordanie et à Gaza, les dirigeants israéliens entendaient surtout déléguer à l'OLP la tâche du maintien de l'ordre contre la population palestinienne, et non un véritable État.

En avril 1996, devenu à nouveau Premier ministre après l'assassinat de Rabin par un activiste de l'extrême droite religieuse israélienne, « l'homme de paix » Peres ordonna une intervention militaire au Sud-Liban, au cours de laquelle le bombardement, à Cana, d'un camp de l'ONU fit 200 victimes civiles. En 2001, il entra au gouvernement d'unité nationale dirigé par Ariel

Sharon, qui déclara que les accords d'Oslo étaient morts et appuya sa politique sécuritaire. Peres termina sa carrière politique en quittant le Parti travailliste pour rejoindre Kadima, le mouvement créé par Sharon en 2005, un ralliement qui lui permit d'accéder à la présidence d'Israël en 2007.

À la fin de sa vie, Peres parlait beaucoup de la paix et du nécessaire dialogue avec les Palestiniens, ce qui ne l'engageait plus à rien. Car, à chaque fois qu'il a accédé aux responsabilités, il a soutenu une politique conduisant à l'impasse sanglante dans laquelle se trouvent aujourd'hui Israéliens et Palestiniens.

Marc Rémy



Peres en avril 1996, après le déclenchement d'une opération au Sud-Liban.

Argentine: Macri à l'offensive contre les classes populaires

Le nouveau président argentin, l'homme de droite Mauricio Macri, à la tête de l'État depuis dix mois, vient d'accueillir plusieurs centaines de chefs d'entreprise, dont une majorité de capitalistes étrangers, pour leur vanter l'attractivité de l'Argentine. La presse économique claironne que le « FMI est de retour en Argentine », mais il faut traduire: le pillage de l'économie, quelque peu interrompu par le krach financier de 2001, et au ralenti depuis, pourrait maintenant reprendre.

Dès son arrivée aux affaires en décembre 2015, Macri a trouvé un compromis avec les fonds vautours, ces spéculateurs nord-américains cherchant à tirer profit de la dette du pays. Du coup, l'Argentine a retrouvé les bonnes grâces du FMI et l'accès à des lignes de crédit fermées depuis 2001.

Les grands propriétaires terriens de la Société rurale, le noyau historique de la bourgeoisie qui s'est enrichie dans l'élevage et

aujourd'hui dans l'agroalimentaire, notamment grâce au soja, se frottent les mains. En 2008, ils avaient conduit une mobilisation contre la présidente péroniste Cristina Kirchner pour refuser des taxes à l'exportation. Au terme d'un long bras de fer, ils avaient eu gain de cause. En revanche, les entreprises qui depuis 2001 avaient développé des activités pour substituer certains produits qui n'étaient plus accessibles, faute de crédits

internationaux, craignent maintenant d'être mises de côté.

La nouvelle équipe politique règle aussi ses comptes avec l'équipe précédente. Des dirigeants péronistes sont poursuivis pour corruption. La presse s'est fait l'écho de la mésaventure d'un ex-secrétaire d'État aux Travaux publics de Cristina Kirchner surpris dans un couvent où il tentait de cacher 160 sacs remplis de dollars, d'euros et de yens ! L'ex-présidente, elle aussi, est visée par une enquête pour enrichissement personnel. Ses comptes bancaires viennent d'être bloqués et ceux de ses enfants pourraient l'être.

L'enrichissement personnel est le sport favori des politiciens argentins, parmi d'autres. Bien avant que Nestor et Cristina Kirchner n'occupent tour à tour la

présidence de 2003 à 2015, ils étaient connus pour s'être enrichis quand ils étaient à la tête d'une province bien pourvue en pétrole. Macri, lui-même héritier d'une grande fortune dont il serait intéressant de savoir comment elle s'est bâtie, a fait un cheval de bataille de la lutte contre la corruption, à la fois pour donner une image à son équipe, qui n'a pas encore eu le temps d'être rattrapée par des scandales, et pour donner une explication commode aux difficultés actuelles.

Macri a également pris le contre-pied de la politique des Kirchner vis-à-vis des classes populaires. Il s'est attaqué à l'emploi public et s'est lancé dans une opération vérité des prix de la consommation en gaz, électricité et eau. Il a tenté, par exemple, d'augmenter le gaz

de... 900 %, déclenchant du même coup une riposte des classes populaires. Plusieurs journées de mobilisation l'ont obligé à rabattre ses prétentions. Le résultat de cette politique antiouvrière ne s'est pas fait attendre. La misère, qui avait sensiblement diminué dans la décennie précédente, est repartie à la hausse, touchant 40 % de la population. Et le travail au noir sans couverture sociale concerne désormais près de la moitié des 41 millions d'Argentins. Enfin, l'inflation reste forte.

Heureusement, les travailleurs et les classes populaires ne restent pas sans réactions et ripostent aux attaques. De quoi rendre le pays moins attractif pour les capitalistes en quête de profits faciles.

Jacques Fontenoy

Adama Traoré : le combat pour la vérité continue

À Beaumont-sur-Oise, dans le Val-d'Oise, la famille d'Adama Traoré continue de se battre pour savoir ce qui s'est réellement passé le 19 juillet dans la cour de la gendarmerie de Persan. Car c'est là qu'Adama est décédé deux heures après son interpellation, suite à un contrôle d'identité, le jour de ses 24 ans.

Depuis le début, la mort d'Adama est entourée de zones d'ombre. Son décès a été prononcé à 19h, mais sa famille, qui attendait à l'extérieur de la gendarmerie, n'a été prévenue qu'à 23h. Dans les jours suivants, le procureur de Pontoise

annonçait, suite à l'autopsie du corps, que le décès était dû à un problème cardiaque lié à une infection grave. Mais, selon une contre-autopsie demandée par la famille, Adama est mort par asphyxie.

Le 14 septembre, une

partie de la presse a publié le témoignage déposé début août par le chef des pompiers. Alors que les gendarmes affirmaient avoir mis Adama en position latérale de sécurité (PLS) après son malaise, le pompier atteste qu'à son arrivée sur place Adama n'était pas en PLS, mais face contre terre, sur le ventre, mains menottées dans le dos. Il affirme aussi avoir dû demander deux fois aux gendarmes de retirer les menottes, avant de constater que le

jeune homme ne respirait plus.

Le 28 septembre, la presse a rapporté de nouvelles incohérences dans les versions données : les trois gendarmes présents lors de l'interpellation ont raconté qu'ils avaient poursuivi et arrêté Adama parce qu'il s'était enfui en les voyant. Mais, selon un procès-verbal : « Adama Traoré s'est interposé à l'interpellation de son frère, et a commis des violences envers le gendarme X. »

À ces mensonges successifs des médecins, des gendarmes, du procureur de Pontoise, qui a été muté depuis, s'ajoutent l'absence de soutien de la maire (UDI) de Beaumont-sur-Oise et le silence total du président Hollande et du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Tout cela conforte la légitime colère de la famille d'Adama, mais aussi sa détermination pour que justice soit faite.

Julie Lemée

Contrôles « au faciès » : le gouvernement avec les policiers racistes

La Cour de cassation examinait le 4 octobre la condamnation de l'État pour discrimination dans les contrôles d'identité, pratique de la police connue comme les « contrôles au faciès ».

Treize jeunes hommes, d'ascendance africaine ou maghrébine, avaient porté plainte au printemps 2012, à l'époque où le programme électoral de Hollande promettait la fin de tels contrôles. Ils en avaient assez de ces contrôles policiers à répétition, qui les visaient sans qu'ils soient soupçonnés de quoi que ce soit. Seule leur apparence les désignait comme suspects d'on ne sait quelle infraction.

Une fois arrivé au pouvoir, le gouvernement socialiste avait un temps envisagé qu'il soit remis un récépissé après chaque vérification d'identité, pouvant être produit pour éviter la répétition de ces contrôles dans une même

journée. Mais il avait renoncé, rendant ce racisme policier ordinaire plus difficile à démontrer pour ses victimes.

Des chercheurs du CNRS ont pu mener une étude montrant qu'à âge égal et dans un même lieu, un Noir a 6,2 fois plus de chances, ou plutôt de malchance, d'être contrôlé par la police qu'un Blanc, et un Arabe 7,7 fois plus.

Cela a contribué à ce que l'État soit condamné en 2015 en appel dans ce dossier, pour faute lourde envers cinq des treize



plaignants. Mais, ne supportant pas que la police soit mise en cause, le gouvernement avait contesté ce jugement et porté l'affaire en cassation.

Jusqu'au bout ce gouvernement aura renié ses promesses de campagne, même celles qui ne lui auraient rien coûté, pour plaire aux plus réactionnaires.

Lucien Déroit

Metz : évacuation de migrants

Mercredi 28 septembre, de bon matin, une centaine de policiers ont déménagé un camp de migrants installé le long de la Moselle à Metz. Aucune solution de relogement n'a été trouvée pour ces demandeurs d'asile provenant pour l'essentiel des pays des Balkans.

Les migrants ont été déplacés de quelques centaines de mètres, en face d'une usine d'incinération, sur un parking, qui jouxte l'aire d'accueil des gens du voyage avec qui la cohabitation avait été difficile les années précédentes. En effet ce parking, situé plus loin du centre-ville, a déjà « accueilli » des demandeurs d'asile à la rue avant qu'ils ne soient relogés... ou expulsés.

Des raccordements d'eau et d'électricité ont été installés à la hâte : quatre

douches, cinq lavabos, cinq WC et trois urinoirs... pour plusieurs centaines de personnes, le tout avec une température nocturne bien en dessous de 10 degrés.

Nul ne sait combien de temps les demandeurs d'asile vont devoir rester là. Nul ne sait où sera installé le Dispositif de premier accueil (DPA) à côté duquel les demandeurs d'asile campaient, malgré les imposants blocs de pierre déposés pour dissuader les migrants de s'installer. Le seul but de la manœuvre

est de mettre ce bidonville loin des yeux, loin de la pépinière d'entreprises car, selon le maire PS, cela « perturbe les projets qu'on peut avoir là ».

Ces hommes, ces femmes, ces enfants, ces vieillards ne sont pas accueillis comme des êtres humains, dans une société qui a les moyens de les héberger, dans une ville qui compte, selon le collectif mosellan de lutte contre la misère, 7 000 logements vides.

La mairie PS de Metz mène campagne pour que cette ville « royale et impériale » figure au patrimoine mondial de l'Unesco. Et ils ne peuvent pas accueillir humainement quelques centaines de migrants ?

Etienne Hourdin

Fil rouge

Spécialiste du sexe

Dans une confidence bien calculée à des journalistes, le pape François s'est indigné parce que selon lui la théorie du genre serait enseignée dans les écoles en France.

C'est reprendre une manipulation des milieux réactionnaires, qui refusent que des enseignants parlent aux élèves, non pas d'une prétendue théorie du genre, mais de l'égalité des sexes. Expliquer que la différence sexuelle est certes biologique, mais aussi historique et sociale, fait partie du rôle de l'école, qui est jusqu'à nouvel ordre d'éduquer et de faire reculer l'obscurantisme.

C'est bien là, apparemment, que le pape s'est senti visé !

Haine de classe

Le 27 septembre a eu lieu le procès de quinze salariés d'Air France – dont cinq sont déjà licenciés, accusés de « dégradations » et de « violences en réunion ». Le 5 octobre 2015, 3 500 travailleurs d'Air France protestaient contre la menace de suppression de 2 900 postes. Face à cette colère, le PDG s'était éclipsé et deux DRH avaient perdu leur chemise.

Au procès, le procureur a traité les travailleurs de « casseurs » et de « voyous » : « La nudité et

l'humiliation des cadres n'a jamais créé d'emplois. »

Il a déclaré à l'adresse de ceux qui étaient venus soutenir leurs camarades que « les réquisitions ne seront ni majorées ni minorées parce qu'on crie et qu'on braille dehors ». Tout au long du procès, il a manifesté sa haine des travailleurs, des brailleurs à ses yeux.

Verdict le 30 novembre. Mais, pour les travailleurs, la cause est entendue : ce sont les méthodes du patronat qu'il faut condamner.

Bêtise raciste

À Louveciennes, commune très aisée des Yvelines, une manifestation a rassemblé un millier de personnes contre l'installation projetée d'un camp d'une centaine de migrants. Une participante disait crûment : « Nous sommes chez nous », ajoutant que « les migrants sont envoyés par Daech et veulent islamiser la France ».

Le maire Les Républicains, organisateur de la manifestation, lui, a déclaré sans rire qu'il marchait « pour la dignité des personnes potentiellement accueillies ». Dignité qui, si l'on comprend bien, voudrait que les migrants ne se retrouvent pas à Louveciennes. Et en effet un tel entourage peut donner des haut-le-cœur.

Réunions publiques

Évreux Mercredi 12 octobre à 19 heures

Maison de quartier de la Madeleine, Place J.F.Kennedy avec Mélanie Peyraud

Bordeaux Vendredi 14 octobre à 18h30

Salle municipale du Grand-Parc - Place de l'Europe

Metz Samedi 22 octobre à 16h

FJT Espace Pilâtre-de-Rozier - 2, rue Georges-Ducrocq avec Nathalie Arthaud

Sanofi-Pasteur : fausse démocratie, vrai chantage

Sanofi, principal groupe pharmaceutique français, est connu pour les 7,5 milliards de profits qu'il a réalisés en 2015, en touchant au passage plus de 150 millions d'aides publiques.

Sanofi-Pasteur, la branche vaccins du groupe, est l'une des plus profitables. Cela n'empêche pourtant pas la direction de prévoir un plan de compétitivité, dit plan Agilité, qui consiste à supprimer sans contrepartie de nombreux jours de congés. Après avoir organisé un référendum sur le plan, plusieurs syndicats s'appêtent à signer l'accord.

Ce plan prévoit la suppression de plusieurs jours de RTT pour tous, et environ 200 heures de travail supplémentaires par an pour les travailleurs postés, avec des journées allongées et des temps de pause supprimés. Donc, pas de fioriture : des profits supplémentaires directement pris dans la poche des salariés.

Ceux-ci avaient

commencé à y répondre ces derniers mois, avec des débrayages de plusieurs centaines de salariés, ce qui ne s'était pas vu depuis des années. Mais en septembre, trois syndicats (CFTC, CFDT, CFE-CGC), majoritaires dans la branche vaccins, ont refusé de poursuivre cette mobilisation. Sans affirmer leur opposition à ce plan, ils ont organisé une consultation des salariés. Ils n'ont pas attendu la promulgation de la loi travail, qui va généraliser ce type de référendums !

En tout cas, le terrain était bien favorable à la direction, qui menait depuis plusieurs semaines une intense propagande pour expliquer qu'en cas de refus de l'accord elle reviendrait à l'accord de branche, encore plus défavorable aux

travailleurs. Comme chez Smart il y a un an, la « démocratie » de Sanofi consiste donc à obliger à choisir, un revolver sur la tempe, entre deux reculs. Dans ce climat de peur, le oui a été majoritaire, et certains syndicats organisateurs du vote vont ainsi justifier leur signature d'un accord honteux en reportant leur responsabilité sur les salariés.

Mais près de la moitié des travailleurs postés – minoritaires sur les deux sites où il y a de la production, à Marcy-L'Étoile, dans le Rhône, et à Val-de-Reuil, dans l'Eure, et pourtant les plus touchés par le plan – ont résisté au chantage. Des travailleurs sont donc décidés à refuser le plan. En revenant sur le terrain de la lutte initié par les débrayages, ils peuvent se renforcer et gagner à eux d'autres salariés en posant la vraie alternative : qui doit payer, les actionnaires ou les salariés ?

Correspondant LO

Bigard – Ailly-sur-Somme : en grève contre la fermeture

Jeudi 29 septembre, les salariés de l'usine de découpe de carcasses de bœuf d'Ailly-sur-Somme étaient en grève pour protester contre l'annonce de la fermeture de leur site.

Regroupant cinquante-cinq sites industriels et commerciaux, le groupe Bigard est le numéro un de la viande en France. Il a racheté ses concurrents Charal, Défiat et Socopa. Les municipalités, comme celle d'Amiens, lui ont cédé de nombreux abattoirs tout en le subventionnant.

Les conditions de travail sont particulièrement éprouvantes dans ses usines : beaucoup de coupures dues à la manipulation des couteaux, travail dans le froid, nombreux travailleurs payés à la tâche, etc. Pour gagner en productivité, le patron de l'usine de Quimperlé avait par exemple mis en place des pauses pipi à heures fixes et tenté d'imposer des pénalités financières en cas de manquement.

Ces gains de productivité lui permettent à présent de se passer de l'usine d'Ailly et de ses 90 salariés. Jeudi 29 septembre, ceux-ci étaient venus dès 6 heures du matin installer un piquet de grève devant l'entreprise.

Ils espéraient accueillir en fanfare le directeur général des ressources humaines lors du comité d'entreprise officialisant la fermeture, mais celui-ci était déjà entré dans le site. « Il avait peut-être peur qu'on lui arrache sa chemise », ironisaient les travailleurs.

La mobilisation continue contre la liquidation.

Correspondant LO



Sur les tee-shirts des travailleurs de Bigard en lutte.



CGT BAGNOLET

Babou – Bagnolet : non au licenciement !

Lundi 3 octobre, la totalité des quinze travailleurs en CDI du magasin Babou, moins un en CDD, ont démarré une grève contre leur gérante à Bagnolet en Seine-Saint-Denis. Le lendemain ils continuaient la grève.

Ils ont décidé de réagir lorsque l'un des leurs, salarié du magasin et syndiqué à la CGT a été licencié sous le prétexte d'une altercation avec un collègue, alors qu'il n'était pas sur son temps de travail. D'ailleurs, si la gérante a fait déposer une plainte au commissariat, le travailleur prétendument agressé participe à la grève pour la réintégration de son collègue.

Les grévistes revendiquent la réintégration de leur camarade mais aussi la fin des sanctions incessantes. La gérante envoie des avertissements quand elle estime que les travailleurs sont partis avec deux minutes d'avance, dans une entreprise où il n'y a pas de pointeuse. Elle crie, injurie et menace en permanence. Les salariés convoqués sont reçus dans le couloir. Les plannings ne sont pas respectés et les salaires, ne dépassant pas le smic, sont souvent versés en retard. La liste est longue des entorses aux règles et des comportements de chefaillon que se permet cette petite patronne.

Le 3 octobre, le magasin que tout un chacun fréquente dans cette localité est resté fermé, alors que la totalité des grévistes soutenus par des militants locaux distribuait des tracts et mettaient de l'ambiance dans la rue. La première réunion de négociations s'est finie avec les larmes de la gérante, contrariée qu'on conteste ce qu'elle croit être son pouvoir. Le lendemain, elle ouvrait le magasin et tentait de le faire tourner avec son mari et sa belle-sœur. Mais ce n'est pas cela qui pouvait intimider les travailleurs, qui s'étaient lancés dans leur première grève et ressentaient la fierté de résister à leur patron. Surtout qu'ils ont conscience de l'avoir largement enrichi.

En effet la famille à l'origine de cette enseigne, les Kléboth, est 157^e fortune de France. Elle a fait fortune en vendant de tout à prix discount, mais elle ne s'attendait pas à trouver dans ses propres magasins un os, et de taille : la colère justifiée des travailleurs.

Correspondant LO

Chantier du bâtiment – Paris : grévistes condamnés et expulsés

Le 7 septembre, 25 ouvriers maliens sans papiers travaillant sur un chantier parisien des beaux quartiers s'étaient mis en grève et, depuis, occupaient leur lieu de travail. Un de leurs collègues avait été victime la veille d'un accident du

travail avec une fracture ouverte, et le patron avait refusé qu'il soit emmené à l'hôpital, ne voulant pas rendre de comptes sur la réglementation non respectée en matière de sécurité et sur l'absence de feuilles de paye.

Le 21 septembre, des sociétés d'assurance, donneurs d'ordres des travaux, avaient obtenu d'un tribunal que les grévistes soient expulsés du chantier. Le 30 septembre, les CRS ont mis ce jugement à exécution. À présent les ouvriers,

qui continuent de demander leur régularisation, des contrats de travail légaux et le paiement des arriérés de salaire, se retrouvent en dehors du chantier.

La justice et la police ont été bien plus promptes à s'en prendre à des

travailleurs qui ne réclamaient que l'application des quelques lois censées encadrer l'exploitation, qu'à mettre fin à la situation de quasi-esclavage dans laquelle leurs patrons voudraient les maintenir.

Lucien Déroit

Amiante : le CHRU de Besançon accusé

Les 28 et 29 septembre, au tribunal de grande instance, s'est tenu le procès de l'amiante contre le CHRU de Besançon, poursuivi pour mise en danger d'autrui par violation manifeste et délibérée d'une obligation réglementaire de sécurité, qui concernait 48 agents.

L'établissement était représenté par deux membres de la direction, dont un était présent au moment des faits, en tant que directeur adjoint en charge des infrastructures. En face d'eux, un certain nombre de salariés exposés à l'amiante étaient présents, ainsi que les syndicats (CFDT, CGT, FO et Sud Santé) qui se sont portés partie civile dans cette affaire, dans le cadre du CHSCT.

L'affaire est grave, car les risques d'exposition à l'amiante étaient reconnus dans l'établissement, et le CHRU avait pour obligation d'établir un premier document technique amiante avant la fin des travaux en 2003, qui n'a été produit que fin 2006.

À de nombreuses reprises, les membres du CHSCT ont dénoncé le laxisme de la direction face à ce problème. En avril

2010 se produisait un premier incident avec le percement de trous dans un plafond, et en août 2010 de la poussière d'amiante était détectée dans un local informatique, sans que les agents soient évacués. En 2013, au cours d'une intervention dans des faux-plafonds, deux électriciens et un plombier étaient recouverts de poussière blanche.

Il aura donc fallu trois accidents pour que la situation éclate au grand jour. Récemment, on apprenait qu'un cas de cancer avéré s'est déclaré pour un salarié parti en retraite en 1995.

Durant tout le procès, la direction s'est retranchée derrière la problématique insidieuse et sournoise de l'amiante, et la difficulté d'établir une cartographie précise diagnostiquant les endroits amiantés, estimant que l'interdiction de franchir les locaux définis

comme amiantés devait suffire à ne pas exposer les agents. Ceux-ci étaient en effet protégés par une bâche et signalés par une lettre « A ». Sauf que, par manque d'information et de coordination, des agents sont intervenus dans des zones non répertoriées à risque.

Manque d'informations précises, formations effectuées très tard, manque d'équipements, manque de rigueur quant à la protection des équipes de maintenance : la direction a eu du mal à convaincre la partie civile et la procureure. Les avocats de la partie civile, eux, ont rappelé que 100 000 morts de l'amiante sont prévus à l'horizon 2025 et ont dénoncé la négligence du CHRU, employeur de plus de 6 000 agents.

C'est la première fois qu'une entreprise publique, un hôpital qui plus est, est poursuivie au pénal pour mise en danger de la vie d'autrui. Le parquet a requis 60 000 euros d'amende, la défense a plaidé la relaxe. Les délibérés seront rendus le 30 novembre.

Correspondant LO



Lors de la manifestation de 2015.

Vingt ans après, le scandale continue

Pour dénoncer le scandale de l'amiante, à l'appel de l'Andeva (Association nationale de défense des victimes de l'amiante) et des associations régionales, les victimes de l'amiante, leurs familles et

leurs soutiens manifesteront à Paris. Lutte ouvrière appelle à se joindre à eux.

**Manifestation
Vendredi 7 octobre
à 14 heures à Paris,
place de la Bourse,
M° Bourse**

Aisne, la longue bataille des victimes

Un peu plus d'une centaine d'ex-travailleurs d'Unelec et d'Hazemeyer, deux usines proches de Saint-Quentin, dans l'Aisne, viennent d'être déboutés au tribunal des prud'hommes. Ils demandaient une indemnisation de 30 000 euros pour préjudice d'anxiété et de modification des conditions d'existence pour avoir travaillé dans l'amiante.

Unelec a appartenu à plusieurs patrons, dont General Electric Power et Alstom, et certains salariés sont passés de Hazemeyer à Unelec. Les directions, et en particulier General Electric, cherchent à échapper au paiement des indemnités. Elles remettent en cause les arrêtés qui ont classé les différents sites comme amiantés et la réalité ou la durée de l'exposition des salariés.

Pour l'instant, ces travailleurs n'ont pas eu d'explication de la décision des Prud'hommes, mais celle-ci est d'autant moins compréhensible que plus de cinquante travailleurs de l'usine Hazemeyer ont déjà obtenu entre 4 000 et 10 000 euros d'indemnisation au titre du préjudice d'anxiété. Ce jugement

déclarait au moins que la direction était responsable de n'avoir rien fait pour protéger les salariés.

À Chauny, également dans l'Aisne, des salariés de Nexans et d'Essex, deux entreprises de câbles, ont également entamé une procédure de demande d'indemnisation en préjudice d'anxiété. L'affaire a été jugée le 22 septembre et les conclusions sont attendues pour le 15 décembre. Les deux usines ont fermé leurs portes en 2009, licenciant quelque 200 travailleurs.

Plusieurs dizaines de travailleurs sont atteints de maladies spécifiques de l'amiante et certains sont décédés. Depuis le début de la longue lutte pour obtenir des réparations

des patrons qui, en toute connaissance de cause, ont fait travailler leurs salariés sans protection dans de la poussière d'amiante, les travailleurs concernés ont obtenu quelques avancées. Ainsi, ils n'ont pas à prouver leur exposition personnelle dès que l'entreprise a été classée par l'État comme imposant un travail en présence d'amiante. Dans certains cas, les patrons avaient trouvé intérêt au classement pour se débarrasser des salariés les plus âgés grâce aux préretraites amiante. Mais, face à l'argumentation des plaignants, ils sont de moins en moins disposés à payer.

C'est une raison de plus pour ne pas lâcher.

Correspondant LO

RATP, les risques toujours présents

À la RATP, à l'atelier de Fontenay-sous-Bois, dans le Val-de-Marne, les salariés ont découvert un local rempli de portes démontées contenant de l'amiante, certaines étiquetées et d'autres non.

Depuis des mois, des travailleurs transportent ces portes sans aucune précaution et sans savoir si elles contiennent ou non de l'amiante.

Cette négligence de la direction, qui est loin d'être la première, a mis en colère une grande partie de l'atelier, dont les travailleurs se sont réunis pour lui demander des explications. Elle a déclaré qu'elle maîtrisait tout, alors qu'elle compte sur l'ignorance dans laquelle elle maintient les

salariés pour que le travail soit fait, sans se préoccuper de la présence ou non d'amiante. Elle a finalement changé de ton, face à la colère des travailleurs qui en ont assez de sa légèreté concernant leur santé.

Le conflit n'est pas terminé, car ils veulent obtenir que la direction leur délivre des fiches d'exposition. Or elle voudrait les limiter à ceux qui seraient intervenus dans les différents endroits où sont entreposées les portes.

Dans ce combat qui n'en finit pas, car la RATP n'a pas entièrement désamianté ses ateliers, ses trains, ses tunnels, c'est la vigilance des travailleurs qui sera la meilleure protection.

Correspondant LO

Philips : non aux licenciements !

(communiqué de Lutte ouvrière)

La direction de Philips, un des plus grands groupes mondiaux en matière d'équipement médical et d'éclairage, a annoncé la délocalisation de 142 postes sur 260 de l'usine de Miribel, dans l'Ain, et la fermeture du

site de Lamotte-Beuvron, où travaillent 89 personnes. Au total 231 travailleurs sont touchés.

De plus, pour Philips, les licenciements ne suffisent pas. Il faudrait qu'ils coûtent le moins cher possible. La direction propose

aujourd'hui 11 000 euros de prime de départ, alors qu'elle avait donné cinq fois plus lors des précédents plans, et parallèlement la rémunération des actionnaires est passée de 21 à 24 euros par action.

Pour les 231 salariés de Philips et leurs familles, pour les sous-traitants,

c'est de leur vie qu'il s'agit. L'activité d'éclairage - Lighting - doit continuer, les sites de production ne doivent pas fermer, tous les emplois doivent être maintenus et les salaires payés sur les profits Philips !

**Pour Lutte ouvrière,
Nathalie Arthaud**

Alstom Belfort : rester mobilisés

Mardi matin 4 octobre, après la rencontre programmée entre Sirugue pour le gouvernement, le PDG d'Alstom Poupert-Lafarge, les syndicats et les élus locaux, Alstom Belfort a semblé sauvé. Pour Valls, cela est dû « à la mobilisation de l'État et à l'engagement de tous ».

Avec l'annonce d'une nouvelle commande directe de l'État de 15 TGV pour 450 millions d'euros, de vingt locomotives de dépannage par la SNCF, en plus des six TGV déjà dans les cartons, Poupert-Lafarge ne pouvait tout de même pas faire moins

qu'afficher une mine réjouie. Ces commandes, si elles se confirment après les élections de 2017, « vont apporter de la charge à l'ensemble des sites d'Alstom », jusqu'en 2020 à Belfort.

Quant aux investissements prétendument importants d'Alstom pour

« pérenniser » et « diversifier » la production sur le site de Belfort, il s'est agi pour le gouvernement et les collectivités locales de mettre sur la table encore et toujours des aides, et des subventions censées inciter Alstom à investir pour un « centre européen de maintenance » ou encore pour des « bus électriques ».

Le projet de transfert de la production à Reichshoffen d'ici 2018 est donc passé « aux oubliettes », ce qui a été accueilli avec

soulagement par les salariés. Mais le scepticisme était aussi bien présent. Et le représentant de FO a bien fait remarquer que le PDG, malgré plusieurs demandes, n'a pas voulu s'engager sur le maintien des emplois.

Ce n'est pas le manque de commandes qui avait conduit la direction d'Alstom à annoncer la fermeture de l'usine de Belfort, se traduisant par des centaines de licenciements et suppressions d'emplois,

mais la volonté des actionnaires, Bouygues, les banquiers, d'augmenter les profits du groupe, par un plan de compétitivité, de suppressions d'emplois dans toutes ses usines.

Si un sursis a été obtenu, c'est grâce à la mobilisation des travailleurs et de la population. Pour préserver leur emploi, les travailleurs devront imposer à Alstom de prendre sur ses profits passés, six milliards depuis dix ans.

Correspondant LO

Smart-Daimler : retour aux 39 heures

Lundi 3 octobre, l'usine Smart de Moselle est repassée aux 39 heures. C'est l'aboutissement d'une bataille que la direction mène depuis plus d'un an pour imposer les 39 heures payées seulement 37. Le seul objectif de cette mesure est de faire baisser la masse salariale de 6 %, afin d'augmenter les bénéfices des actionnaires.

Le plan de la direction Pacte 2020 avait été rejeté par un vote majoritaire du personnel ouvrier, qui avait voté contre à 61 % il y a un an. Ce n'est que grâce au vote des cadres, techniciens et agents de maîtrise – bien moins touchés que les ouvriers – que la direction avait pu prétendre que le vote lui avait été favorable.

Puis, la majorité des syndicats, CGT et CFDT qui représentent 53 % du personnel, s'était prononcée contre ce retour en arrière. Mais la direction était passée en force, demandant, en décembre 2015, à chaque

salarié de signer individuellement un avenant à son contrat de travail reprenant les termes du recul qu'elle voulait imposer. Selon elle, avec ce couteau sous la gorge, 95 % des salariés avaient signé. La direction affirmait alors que si moins de 75 % du personnel signait l'avenant, elle délocaliserait la production en Slovaquie où est produite la Smart 4-places, dans l'usine Renault qui fabrique la Twingo.

L'offensive de la direction pour faire travailler plus se produisait alors que, dans l'usine, on ne comptait

plus les vendredis chômés du fait de manque de commandes. Et au retour des congés de l'été dernier, il y a eu aussi du chômage. Une semaine de congés a été imposée en octobre, faute de commandes. Quand l'usine produisait 145 000 véhicules, les travailleurs faisaient 35 heures, maintenant qu'elle en produit 100 000, la direction veut leur en faire faire 39 !

Ce passage aux 39 heures montre la volonté de faire plier les salariés. Concrètement, le passage aux 39 heures a été

enclenché au 1^{er} octobre, mais ce n'est qu'en janvier qu'il y aura des modifications horaires, avec des journées de travail qui finiront à 23 h au lieu de 22 h 15, et dix samedis travaillés sur deux postes dans l'année. En échange de cet accroissement des horaires, la direction avait promis le maintien de l'emploi. Mais – promesse de cochon – une soixantaine d'intérimaires se sont déjà retrouvés à la porte.

La direction prétend que l'usine perd de l'argent,

mais Smart est une marque du constructeur Mercedes, qui appartient au groupe Daimler. C'est dire que Daimler est riche. Il détient même le pompon en terme de distribution de dividendes aux actionnaires : le groupe distribue plus de 41 % de ses bénéfices, un record parmi les constructeurs, même si tous se portent bien.

Ce sont les mêmes qui osent expliquer aux salariés que c'est la crise, qu'il faut faire des efforts. À d'autres !

Étienne Hourdin

Les énormes profits de Daimler

Alors que les travailleurs de la Smart doivent travailler plus sans gagner plus, le groupe Daimler, fabricant des Mercedes et des Smart, a annoncé un bénéfice record pour

2015 : 8,9 milliards d'euros, plus 23 % par rapport à 2014.

Cette augmentation des bénéfices est bien supérieure à celle du chiffre d'affaires (+ 15 %), ce qui

montre que ces bénéfices viennent de l'exploitation accrue des travailleurs.

Et bien sûr les actionnaires se goinfrent : 33 % d'augmentation des dividendes !

Franciaflex : grève pour les salaires et des embauches

Le groupe Franciaflex SFPI compte plus de 800 salariés en France, dont deux usines en Ille-et-Vilaine. L'activité principale est la fabrication de volets roulants, menuiseries aluminium et fermetures industrielles. Les débrayages ont commencé au niveau national le jeudi 29 septembre, et se sont poursuivis vendredi 30 et lundi 3 octobre, par séries de deux heures.

À l'usine du Rheu, près de Rennes, les débrayages touchent toutes les équipes, celles du matin et d'après-midi, la normale et l'équipe de nuit. Celles du matin et de l'après-midi en grève se rejoignent vers 12 h 30 pour le barbecue.

Le motif de cette colère est le manque de personnel : plusieurs départs en retraite n'ont pas été remplacés ces deux dernières années et il faut assurer une productivité

maximum. Les salaires sont aussi en cause. La direction générale avance des difficultés. Il faudrait lui laisser le temps de digérer ses dernières acquisitions ! Elle a en effet racheté plusieurs entreprises ces deux dernières années. Elle a donc de quoi faire des emplettes et ne pourrait ni embaucher en CDI ni augmenter les salaires ! À noter que Franciaflex est sur la liste rouge du stress du ministère du Travail



pour les conditions qui y règnent.

En 2016, les grévistes ont décompté plus de 14 000 heures supplémentaires, effectuées soit par des intérimaires soit directement. Ils ont comptabilisé une perte de pouvoir d'achat de 8 % depuis douze ans, d'où la revendication

de 50 euros mensuels et d'une prime de rattrapage de 1 500 euros. Les syndicats CGT et CFDT sont ensemble dans la grève.

En ce moment, les débrayages se poursuivent aussi bien au Rheu qu'à Guipry, vers Redon, et dans d'autres usines du groupe.

Plusieurs grévistes ont manifesté contre la loi El Khomri et ils l'ont fait encore le 15 septembre. L'un d'eux disait : « Au moins on peut se regarder dans la glace ! On réagit ! », « Ça change déjà l'ambiance. Les chefs on ne les voit plus, fini le harcèlement ! »

Correspondant LO

La Côtère : ensemble contre les licenciements

Lundi 3 octobre, une centaine de travailleurs de la Côtère – plusieurs communes de l'Ain situées aux portes de l'agglomération lyonnaise – se sont rassemblés devant les locaux administratifs d'ABB à La Boisse. Ils voulaient dénoncer collectivement les plans de suppressions d'emplois en cours dans quatre entreprises du secteur : ABB, Philips, ArcelorMittal et Toray.

Ces quatre entreprises ont en commun d'appartenir à des groupes riches, qui veulent augmenter leur rentabilité et leur productivité en réduisant les effectifs et en se débarrassant de secteurs d'activité jugés moins rentables.

Philips veut supprimer 142 emplois dans son usine de Miribel, cessant toute production. ArcelorMittal s'apprête à revendre sa division Solustil (tôlerie industrielle) à une société italienne. Pour les travailleurs du site de La Boisse, c'est une première étape

vers une liquidation, Mittal sous-traitant les licenciements à son repreneur pour ne pas entamer son image de marque. ABB, qui vient d'annoncer la construction d'un nouveau bâtiment présenté sans rire comme « la vitrine des savoir-faire », réorganise ses services en supprimant 25 emplois. Une partie de la comptabilité doit être délocalisée en Pologne. La direction se livre à un grossier chantage : elle versera une prime supralégale de licenciement de 40 000 euros à condition que tous les syndicats

signent l'accord qu'elle propose. Enfin Toray, une usine produisant du film alimentaire et appartenant à un groupe chimique japonais, vient d'annoncer un plan d'économies qui se traduira par des suppressions de postes, des réorganisations de services et une nouvelle hausse de la productivité. La direction prévoit d'accélérer la vitesse des lignes mais elle supprime des emplois!

Ce qui choque particulièrement les travailleurs concernés est que toutes ces entreprises ont touché de l'argent public sous forme de CICE, de crédit impôt recherche ou d'exonération d'impôts locaux lors de l'installation sur les communes de la Côtère. À chaque fois, les élus locaux invoquent l'emploi pour justifier leurs chèques.

Ces quatre cas résument



la politique des grands patrons dans cette période de crise. Face à un marché stagnant, ils augmentent leurs marges et les dividendes versés aux actionnaires en pressurant les travailleurs et en réduisant les effectifs par tous les moyens.

Le rassemblement voulait montrer que les travailleurs concernés, confrontés aux mêmes attaques, ne laisseront pas leurs patrons dégrader leurs conditions de vie et de travail sans se battre.

Correspondant LO

Sage – Saint-Ouen : non aux licenciements

Sage est un éditeur britannique de logiciels spécialisé dans les solutions de comptabilité et de gestion destinées aux petites et moyennes entreprises. L'entreprise compte 1 850 salariés en France, répartis sur quatorze sites, dont 850 au siège de Paris Porte-de-Saint-Ouen. La direction a décidé d'apporter sa contribution à la vague actuelle des plans sociaux.

L'entreprise vient pourtant de réaliser un nouveau bénéfice record de 106 millions d'euros en 2015. Mais cela n'était sans doute pas assez pour les actionnaires puisque, avant même le retour des congés, la direction a annoncé aux membres du comité d'entreprise son intention de fermer sept des quatorze sites et de supprimer 68 postes à Paris, soit un total de 149 licenciements potentiels pour motif économique.

Les salariés du siège, eux, ne l'ont pas entendu ainsi : un débrayage de près d'une centaine de personnes a eu lieu jeudi 29 septembre. C'était une première dans l'établissement et, depuis, la mobilisation contre le plan de suppressions d'emplois s'organise.

Cela fait deux ans déjà que les réorganisations se succèdent, dégradant chaque fois un peu plus les conditions de travail. Début avril, la direction anticipait déjà le transfert

des activités financières en Grande-Bretagne. Quelques salariés de ce service avaient alors ressenti la nécessité de répondre collectivement à cette attaque et, avec le soutien de militants locaux de la CFDT, ils avaient formé un collectif « Sage c'est nous », afin d'organiser la riposte face aux menaces de licenciements.

Un texte demandant le maintien de tous les emplois en France avait été rédigé, approuvé et distribué le 30 mai par quelque 70 salariés, soit la quasi-totalité du service visé (DAF). Cette initiative du collectif Sage c'est nous fut alors très remarquée, du fait du dynamisme et de la participation massive des salariés qui affichaient ainsi leur détermination.

Depuis l'annonce du plan social, le collectif a rassemblé chaque fois plus d'une centaine de salariés lors de deux rassemblements durant lesquels chacun a exprimé avec chaleur et détermination son refus des licenciements. Et, depuis, ce collectif rassemble chaque mardi plusieurs dizaines de salariés lors de réunions d'information et de mobilisation contre le plan en cours.

Le prochain objectif des salariés en colère est la réception du directeur-général monde, dont la venue sur le site de Saint-Ouen est annoncée.

Correspondant LO

Groupe Continental : un rassemblement pour célébrer la lutte

Samedi 1^{er} octobre, le rassemblement organisé par le comité de lutte des travailleurs de Continental Clairoux a été un succès. Le repas, réunissant les anciens de Continental et leurs proches, a rassemblé près de 300 convives. Quant au rassemblement ouvert à tous qui a suivi, conclu par un concert des Fatals Picards, la presse a annoncé 800 participants.

Au travers de cette ultime grande manifestation, il s'agissait d'abord de tirer avec les travailleurs de Clairoux le bilan de cette mobilisation, qui a duré depuis 2009 jusqu'à aujourd'hui. Il s'agissait aussi de remercier la population travailleuse de la région de son soutien tout au long de cette lutte.

Les orateurs l'ont rappelé, tant ceux qui avaient été les acteurs de cette lutte qu'un militant de Continental Toulouse, qui a rappelé comment cette lutte avait été un encouragement pour les travailleurs du groupe, en France et en Allemagne, à s'opposer aux attaques de la direction.

Tout ce qui a été gagné l'a été au bout du compte par la lutte. Les victoires sur le terrain juridique aussi ont été en quelque sorte l'hommage rendu



aux travailleurs mobilisés, y compris la décision finale de la Cour de cassation déclarant Continental définitivement coupable d'avoir fermé son usine de Clairoux et d'avoir licencié ses 1 113 salariés « sans causes économiques », selon ses termes.

Cette lutte a été dès le début la lutte de tous, sous le contrôle de tous, avec des assemblées générales quotidiennes rassemblant entre 600 et 800 travailleurs et un comité de lutte de 80 salariés élus et révocables, chargé d'appliquer les décisions de l'assemblée. C'est ce caractère démocratique qui a fait que chacun a eu le sentiment d'être un acteur de plein droit de la lutte, et qui lui a permis d'aller au bout des possibilités de la mobilisation. Et c'est cela qui a enthousiasmé les travailleurs de Clairoux et bien d'autres, en France et en Allemagne.

Et c'est aussi pourquoi il y avait parmi tous les présents la fierté de n'avoir

jamais plié et d'avoir tout fait pour que cette lutte devienne aussi la lutte de tous. C'est si vrai que le souvenir qui a marqué le plus et qui étire encore la gorge de bien des travailleurs est l'arrivée des mille de Clairoux en gare de Hanovre, en avril 2009, accueillis avec enthousiasme par des milliers d'ouvriers allemands. Tous rassemblés ont alors donné vie à l'unité internationale des travailleurs contre leurs ennemis communs, par-dessus les frontières artificielles qu'on dresse entre eux.

L'émotion, ce samedi 1^{er} octobre dans le parc de la mairie de Margny-lès-Compiègne, n'était pas seulement parmi les anciens de l'usine de Clairoux, mais aussi parmi les centaines d'autres présents, conscients que ce combat des travailleurs, comme tous les combats de la classe ouvrière, avait été aussi leur combat.

Correspondant LO

Centre de tri - Angers : une première mobilisation réussie

Le 7 septembre 2016, la direction du centre de tri d'Angers a annoncé sa transformation d'ici juin 2018 en plateforme multiflux. Cela signifie que la majorité voire la totalité des machines de tri vont être supprimées, et que le courrier d'Angers sera progressivement traité à Nantes. Même si la direction se garde de donner des chiffres, pas moins de 70 postes risquent de disparaître du site.

Cette décision s'inscrit dans une course à la rentabilité sur le plan national. En effet La Poste a décidé de réduire le nombre de centres de tri dans le pays, ce qu'elle appelle les plateformes industrielles courrier (PIC). Ces dernières années, de nombreux centres de petite ou moyenne taille

ont été fermés, et le tri concentré sur des centres plus gros. À force de vendre des bâtiments et de supprimer des postes, la direction a pu afficher des bénéfices nets en hausse de 59,4%, au premier semestre 2016, soit 675 millions d'euros.

À Angers, la mutation annoncée de la PIC en

plateforme multiflux signifie que l'entreprise va pousser les travailleurs les plus âgés à partir plus tôt en retraite, et faire pression pour que les plus jeunes quittent La Poste ou acceptent des mutations forcées. Cela va aussi signifier la mise à la porte des travailleurs intérimaires habitués des lieux.

Contre cette attaque brutale, à laquelle tous s'attendaient depuis longtemps mais sur laquelle la direction s'était toujours tue, une pétition a tout de suite circulé. Elle a rencontré un succès immédiat, puisqu'elle a été signée par



Une plate-forme industrielle courrier.

plus de cent postiers, sur les 170 personnes travaillant sur le site (bureaux et cadres compris), soit par la quasi-totalité des travailleurs en production.

De plus, le vendredi 30 septembre, une grève surprise a eu lieu, regroupant des dizaines de grévistes. Une trentaine de salariés se sont réunis devant le centre de tri et ont profité de l'occasion pour s'adresser à la presse et à

la télévision locales. Ils ont ensuite transmis la pétition à la direction, qui ne s'attendait visiblement pas à cette action.

Cette journée de mobilisation a été vécue comme une réussite par tous les participants. Chacun est retourné dans son service convaincu qu'il ne faudra pas en rester là pour mettre un coup d'arrêt au projet de la direction.

Correspondant LO

La Poste - Rennes : non à la fermeture de bureaux!

En Ille-et-Vilaine, le projet de la direction de La Poste de fermer huit bureaux, dont sept à Rennes et un à Saint-Malo, passe mal. Depuis cet été, des milliers d'usagers protestent en signant les pétitions lancées l'une par le PCF et l'autre par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO.

Chose inhabituelle, les commerçants eux-mêmes s'emparent parfois des pétitions pour les faire signer dans leur quartier. Quant aux élus PS de la mairie de Rennes, ils ne savent que répondre: «Ce n'est pas aux

élus de dicter la gestion de La Poste.»

Mardi 20 septembre, une soixantaine de personnes étaient réunies dans le quartier de la Poterie à Rennes, à l'appel des syndicats. Des habitants et des postiers

tenaient à faire part de leur colère. Plusieurs d'entre eux ont dénoncé l'attitude des élus. Des usagers ont aussi tenu à témoigner du service que les bureaux de poste offrent dans leur quartier. Comme le disait un participant: «La Poste prend prétexte du prétendu manque de fréquentation alors que, dans mon bureau par exemple, je vois des queues tous les jours au guichet.» Un guichetier a dénoncé «les patrons de La Poste qui se fichent du service rendu aux

usagers. Avec 700 millions de bénéfices l'année dernière et 352 millions de CICE, ils n'en n'ont pas encore assez. Et pour eux, tant pis si une partie de la population ne peut plus avoir accès à ces services, notamment les personnes âgées! Ils ne visent qu'une opération financière immédiate en voulant supprimer des milliers de bureaux au niveau national.»

Le 27 septembre, la majorité des guichetiers et conseillers financiers étaient en grève, et une

centaine de postiers et usagers ont été en manifestation vers la mairie pour dire ce qu'ils pensent de la casse organisée des patrons de La Poste et des complicités dont ils bénéficient à droite comme à gauche.

Postiers et usagers ne pourront compter que sur leur lutte. C'est dans cet esprit qu'ils se sont donné rendez-vous avec les syndicats, le 10 octobre, afin d'interpeller le conseil municipal.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

République démocratique du Congo : dictature et ravages de l'impérialisme

Une cinquantaine de personnes sont mortes lundi 19 et mardi 20 septembre à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo, dans les affrontements entre les forces de répression et les manifestants réclamant le départ du président Joseph Kabila. La police et l'armée ont ouvert le feu et incendié les sièges de plusieurs partis d'opposition.

Joseph Kabila fait repousser les élections prévues, peut-être de plusieurs années, afin de s'accrocher au pouvoir, alors que la Constitution s'oppose à ce qu'il brigue un mandat supplémentaire. Il est le fils de Laurent-Désiré Kabila, qui s'empara du pouvoir en renversant le dictateur Mobutu, avant d'être assassiné. Sous le règne des Kabila père et fils, comme sous celui de Mobutu, la prédation au profit de l'impérialisme est restée de règle. Le pays possède des réserves importantes de plus de 1 100 minéraux. La « ceinture de cuivre » par exemple, qui s'étend de la région du Katanga jusqu'à la Zambie voisine, est l'une des plus riches de la planète en cuivre et en cobalt. Et il y a aussi l'étain, l'or, le tantale, les diamants.

Tous les trusts miniers de la planète sont depuis longtemps attablés à ce festin, des compagnies américaines aux chinoises, sans oublier Total, pour le pétrole. Au passage, ces géants laissent quelques miettes aux dirigeants congolais, partageant leurs faveurs entre gouvernements central et locaux, et chefs des bandes armées qui contrôlent certains secteurs. La famille Kabila a ainsi amassé une fortune

colossale depuis son arrivée au pouvoir. La sœur jumelle du président, Janet Kabila, a dernièrement été démasquée lors du scandale des Panama papers comme détentrice d'une société offshore domiciliée dans une île du pacifique.

La population ne bénéficie en rien de toutes ces richesses. La capitale, Kinshasa, à l'exception de quelques quartiers plus aisés, est un immense bidonville où des bandes d'enfants survivent comme ils peuvent. Selon les rapports de l'ONU, la malnutrition infantile y fait des ravages et la scolarisation y est parmi les plus faibles.

Une guerre permanente, fruit pourri de l'impérialisme

La richesse de leur sous-sol n'a valu aux Congolais que la misère et un état de guerre permanent. Les colonisateurs belges réduisirent de moitié le nombre d'habitants en les contraignant au travail forcé. À l'indépendance, les grandes puissances firent assassiner le leader populaire devenu Premier ministre, Patrice Lumumba. Elles imposèrent à la tête du pays Mobutu, un dictateur sanguinaire, sous lequel le pillage put continuer. De



Le 17 janvier 1951, Patrice Lumumba était arrêté par les soldats de Mobutu.



Une mine de cuivre au Katanga.

son côté l'Union minière du haut-Katanga, puissante compagnie minière belge, organisa la sécession du Katanga, la province la plus riche. Cela dura deux ans, avant que Mobutu, soutenu par les USA et l'ONU, et Tshombe, le président du Katanga, protégé par des mercenaires belges et français, se mettent d'accord. Tshombe devint Premier ministre de Mobutu, et le gâteau minier fut partagé.

Le régime de Mobutu s'effondra en 1997 devant l'offensive du chef rebelle

Kabila, appuyé sur les troupes rwandaises et ougandaises, ces pays voulant prendre part au pillage. Une seconde guerre ravagea le pays lorsque Kabila entreprit de chasser ses anciens alliés, en s'alliant cette fois à l'Angola, au Zimbabwe, au Tchad et à la Namibie. Tous ces hommes en armes s'abattirent sur la population, rançonnant, pillant et violant sans vergogne. La guerre, officiellement terminée en 2002, fit des millions de morts. Mais elle continue encore dans des

régions comme le Kivu car, si les armées étrangères se sont retirées, des bandes armées continuent à sévir, accrochées aux puits de mine qu'elles contrôlent, pour le plus grand bien des trusts qui les financent.

Les grandes puissances à la recherche d'un nouveau serviteur

Après seize ans de corruption, d'insécurité et de misère pour la population, le ressentiment populaire s'accumule aujourd'hui contre Kabila et son clan. Mais ceux qui prétendent le remplacer sont de la même trempe. Les deux principaux, Étienne Tshisekedi et Moïse Katumbi, ont eux aussi participé au pillage du pays. Katumbi, ancien gouverneur de la région minière du Katanga, connu pour sa fortune, n'a rompu avec Kabila que depuis moins d'un an. Tshisekedi, lui, fait figure d'opposant de toujours à Kabila, mais fut ministre sous Mobutu.

En République démocratique du Congo, les grandes puissances ont un large choix d'hommes politiques prêts à les servir. Elles préféreraient que Kabila passe la main avant que le mécontentement ne prenne plus d'ampleur. Obama, Hollande, l'ONU et l'Union européenne appellent Kabila à respecter les institutions qui servent de paravent légal à l'exploitation des richesses du pays. L'important pour eux, c'est que les affaires puissent continuer.

Daniel Mescla

Prisons : une situation honteuse

À la prison de Fresnes, détenus et surveillants doivent vivre au milieu des rats qui pullulent. C'est ce que dénonce l'Observatoire international des prisons (OIP), qui a assigné l'État en justice.

« Au rez-de-chaussée, la prison est envahie par des rats. Dans l'allée qui conduit aux cours de promenade, il y en a des dizaines », a ainsi témoigné un détenu. De son côté, le syndicat FO dénonçait en juin dernier à la justice, au nom du comité d'hygiène et sécurité (CHSCT), le fait que « les postes de travail (table de division, ordinateurs), bureaux, salles de repos sont continuellement souillés par les déjections de ces nuisibles ».

Deux détenus ont même été atteints de leptospirose, une maladie bactérienne qui peut être mortelle dans

les cas les plus critiques. Une enquête de l'Agence régionale de santé, déclenchée pour enrayer une éventuelle épidémie, a confirmé que ces deux cas étaient liés à la présence des rats. À ceux-ci s'ajoutent les cafards qui prolifèrent, ainsi que les punaises qui piquent les détenus pendant leur sommeil.

Ces conditions d'hygiène lamentables aggravent encore les méfaits de la surpopulation carcérale, maintes fois dénoncée mais jamais enrayerée. Il y a actuellement 11 000 détenus de trop par rapport à la capacité

théorique d'accueil des prisons françaises, et 1 600 d'entre eux dorment sur des matelas à même le sol. Ces chiffres étaient cités par la contrôlée générale des lieux de privation de liberté, l'ancienne élue socialiste Adeline Hazan, lors de la visite de Manuel Valls à la prison de Nîmes, qui accueille 406 détenus pour une capacité de 192 places.

En envoyant en prison des délinquants ou supposés tels, les dirigeants de l'État prétendent protéger la société. Mais les conditions indignes qu'ils imposent aux détenus montrent qu'eux-mêmes n'ont aucun respect de la personne humaine.

D.M.

Antilles-Guyane : Cazeneuve vient faire illusion

Pressé par les élus PS ou proches des départements d'outre-mer de se rendre aux Antilles-Guyane, Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, a fait le déplacement. La montée de la délinquance et de la criminalité, le meurtre d'un jeune élève tué pour son portable, l'émotion dans la population, tout cela méritait une posture sécuritaire de plus. Cazeneuve a promis d'envoyer plus de 400 policiers, gendarmes et auxiliaires dans les trois départements.

Il s'est senti obligé de déclarer, on se demande

pourquoi, qu'il n'était pas en voyage électoral. Mais il est venu avec dans sa besace des petits cadeaux pour satisfaire les élus. Il s'agit comme toujours de faire illusion auprès de la population inquiète et, à l'approche des élections, c'est bien le moins pour le gouvernement et ses relais politiques outre-mer.

Tous diront qu'ils ont fait ce qu'il fallait. Sauf que, avec plus de 30 % de chômage réel et 60 % chez les jeunes, le véritable mal, cause de bien des violences, est là.

P.J.-C.